



NORTH ATLANTIC COUNCIL
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION

10 mars 2025

DOCUMENT
PO(2025)0055-AS1

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN) SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2023 DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO)

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 10 mars 2025, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) et du rapport de l'IBAN respectivement annexé et joint au PO(2025)0055, il a approuvé les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport du RPPB, et il a donné son accord pour que les états financiers 2023 de la NAHEMO, le rapport de l'IBAN et le rapport du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2025)0055 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



NATO SANS CLASSIFICATION

24 février 2025

DOCUMENT
PO(2025)0055
Procédure d'accord tacite :
10 mars 2025 17:30

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORT
DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2023
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO)**

1. Vous trouverez en annexe le rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) concernant le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2023 rectifiés de la NAHEMO.
2. Je ne pense pas que ce dossier doive être examiné au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au lundi 10 mars 2025 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB et du rapport de l'IBAN, approuvé les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport du RPPB, et donné son accord pour que les états financiers 2023 de la NAHEMO, le rapport de l'IBAN et le rapport du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE

1 annexe
2 pièces jointes

Original : anglais

**RAPPORT
DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2023
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO)**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

A.	IBA-AR(2024)0031	Rapport sur l'audit des états financiers 2023 de la NAHEMO
B.	C-M(2015)0025	Règlement financier de l'OTAN
C.	PO(2017)0355	Règlement financier de la NAHEMO
D.	C-M(2016)0023	Cadre comptable OTAN
E.	PO(2015)0052	Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2023 rectifiés de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO). L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice (référence A).

2. Le RPPB note que les observations formulées dans le rapport de l'IBAN ont été examinées et prises en considération par les pays participants, représentés au sein du Comité directeur de la NAHEMO, qui est l'organe de gouvernance compétent. En vertu de l'article 15 du Règlement financier de l'OTAN (référence B), il est toutefois tenu d'examiner le rapport d'audit et de formuler des commentaires et des recommandations.

OBJET

3. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants du rapport de l'IBAN afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers de l'entité et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

OBSERVATIONS DE L'IBAN ET AVIS DU RPPB

4. À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé trois observations, assorties de recommandations. Ces observations portent respectivement sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers, sur le non-respect du règlement financier de la NAHEMO s'agissant de l'engagement d'autorisations inscrites à son budget administratif, et sur la non-communication au Comité

directeur de la NAHEMO des informations requises au sujet des autorisations de programme inscrites au budget administratif. Ces observations et recommandations n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité.

4.1 Observation n° 1 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement de ses états financiers – notamment en mettant en place des contrôles compensatoires si nécessaire – de façon à fournir des éléments probants pour l'obtention d'une assurance raisonnable quant à la conformité des états financiers avec le cadre comptable OTAN (référence D) et le règlement financier de la NAHEMO. L'IBAN a également recommandé à la NAHEMO, d'une part, de poursuivre, notamment au travers de formations, l'effort visant à développer les compétences, connaissances, aptitudes et capacités du personnel chargé d'établir les états financiers, afin de pouvoir réinternaliser complètement la fonction comptable et financière, et, d'autre part, d'évaluer les risques ayant trait aux activités et fonctions relatives au compte rendu financier et d'actualiser le registre des risques en conséquence.

4.2 Observation n° 2 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO se conforme à son règlement financier en ce qui concerne le contrôle et l'approbation de l'engagement des autorisations inscrites à son budget administratif ainsi que la constitution de la piste d'audit correspondante. En particulier, la NAHEMO devrait veiller à ce que les engagements imputables sur le budget administratif soient dûment formalisés au travers de bons de commande officiels et de contrats passés avec des fournisseurs, à ce qu'ils soient autorisés par la personne à qui ce pouvoir a été délégué et à ce qu'ils soient traçables dans le système financier. Elle devrait aussi renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'autorisation et d'engagement-paiement.

4.3 Observation 3 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO communique à son comité directeur les informations voulues sur les autorisations de programme inscrites à son budget administratif, en application de l'article 38 de sa charte.

5. L'IBAN a détaillé ses observations dans son rapport d'audit (référence A). En outre, il a fait le point, dans le même document, sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions étaient en cours de traitement et que trois autres avaient été traitées (dont une avait été rendue caduque par l'observation n° 1 concernant l'exercice 2023).

6. L'IBAN avait émis une opinion défavorable sur les états financiers 2022 de la NAHEMO et une opinion avec réserve sur la conformité pour cet exercice (voir IBA-AR(2023)0024). En conséquence, le Conseil avait invité la NAHEMO à présenter un rapport sur l'exécution des mesures que, dans son plan d'action, elle avait annoncé avoir l'intention de prendre pour appliquer les recommandations de l'IBAN. De fait, en 2024, la NAHEMO a régulièrement fait part au RPPB de l'avancement de son projet d'amélioration de ses états financiers et de la conformité. Le RPPB se félicite que la NAHEMO ait pris des mesures pour traiter les questions en suspens et qu'ainsi, l'IBAN ait pu émettre des opinions

sans réserve sur les états financiers 2023 rectifiés de l'organisme et sur la conformité pour l'exercice.

7. Le RPPB note que toutefois que la NAHEMO a dû republier ses états financiers, dans la première version desquels l'IBAN avait relevé des erreurs significatives, et que, s'ils n'avaient pas été rectifiés, ce dernier aurait été amené à émettre une opinion avec réserve à leur sujet. Le responsable OTAN de la politique en matière d'information financière a évoqué la question des rectifications d'états financiers à la réunion du Groupe de travail ad hoc des contrôleurs des finances (AHWGFC) qui s'est tenue en novembre 2024. Les cas de rectification d'états financiers s'étant multipliés ces dernières années, il a insisté sur le fait qu'il était important de renforcer les mécanismes de contrôle interne partout dans l'OTAN pour inverser la tendance.

CONCLUSIONS

8. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2023 rectifiés de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice. À l'issue de son audit, il a formulé trois observations, assorties de recommandations. Il a constaté que trois questions soulevées lors d'audits précédents avaient été traitées et que deux autres étaient en cours de traitement.

9. Le RPPB souscrit aux recommandations de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement de ses états financiers, se conforme pleinement à son règlement financier en ce qui concerne l'engagement des autorisations inscrites à son budget administratif, et communique à son comité directeur les informations voulues sur les autorisations de programme inscrites à ce budget. Il rappelle que le fait que les états financiers 2023 de la NAHEMO aient dû être rectifiés suite à des inexactitudes significatives montre bien qu'il est nécessaire de renforcer encore les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'établissement du compte rendu financier. Il fait observer que le responsable OTAN de la politique en matière d'information financière a évoqué la question des rectifications d'états financiers à la réunion de l'AHWGFC et qu'il a aussi insisté sur le fait qu'il était important de renforcer les mécanismes de contrôle interne partout dans l'OTAN pour inverser la tendance.

10. L'IBAN avait émis une opinion défavorable sur les états financiers 2022 de la NAHEMO. Le RPPB se félicite de constater que l'organisme n'a pas ménagé ses efforts pour traiter les questions en suspens et qu'ainsi, l'IBAN a pu émettre des opinions sans réserve sur les états financiers 2023 rectifiés de l'organisme et sur la conformité pour l'exercice.

RECOMMANDATIONS

11. Le RPPB recommande au Conseil :
 - 11.1 de prendre note du présent rapport ainsi que du rapport de l'IBAN sur lequel il porte (référence A) ;
 - 11.2 d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 8 à 10 du présent rapport ;
 - 11.3 d'autoriser la communication au public des états financiers 2023 de la NAHEMO, du rapport de l'IBAN correspondant ainsi que du présent rapport, en vertu de la politique agréée dans le document cité en référence E.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

11 décembre 2024

IBA-A(2024)0146

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité directeur de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
Directeur général de l'Agence de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA)
Chef de la Division administrative de la NAHEMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 – IBA-AR(2024)0031***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2023 rectifiés de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Radek Visinger
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

L'IBAN a audité les états financiers 2023 rectifiés de l'Organisation pour la gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO). Organisme subsidiaire de l'OTAN créé pour répondre aux besoins en hélicoptères NH90 de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Belgique, la NAHEMO est constituée d'un comité directeur, qui est composé des représentants des pays participants et est chargé de la gestion générale du programme, et d'une entité exécutive, l'Agence de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA). Celle-ci est implantée à Aix-en-Provence (France).

En 2023, les dépenses imputées sur le budget opérationnel et sur le budget administratif de la NAHEMO se sont élevées respectivement, d'après les états financiers rectifiés, à 1 263,3 millions d'euros (MEUR) et à 15,6 MEUR.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2023 rectifiés de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN a formulé trois observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers
2. Non-respect du règlement financier de la NAHEMO s'agissant de l'engagement d'autorisations inscrites au budget administratif
3. Non-communication au Comité directeur de la NAHEMO des informations requises au sujet des autorisations de programme inscrites au budget administratif

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions étaient toujours en cours de traitement et que trois autres avaient été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAHEMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

11 décembre 2024

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN
(NAHEMO)**

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers**Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2023. Diffusés sous la cote NH/ADM/ACC-1/03957/2024 et soumis à l'IBAN dans leur version rectifiée le 28 novembre 2024, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAHEMO au 31 décembre 2023 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a réalisé son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAHEMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques

ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur général est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la

réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 11 décembre 2024



Radek Visinger
Président

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé trois observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers
2. Non-respect du règlement financier de la NAHEMO s'agissant de l'engagement d'autorisations inscrites au budget administratif
3. Non-communication au Comité directeur de la NAHEMO des informations requises au sujet des autorisations de programme inscrites au budget administratif

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions étaient toujours en cours de traitement et que trois autres avaient été traitées.

1. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**Contexte**

1.1 Aux termes de l'article 35.1 du règlement financier de la NAHEMO, « *des états financiers annuels propres à la NAHEMA, consolidés s'il y a lieu, sont soumis au Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN par le contrôleur des finances aux fins d'audit, au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.* »

1.2 Aux termes de l'IPSAS 1, à laquelle se réfère le cadre comptable OTAN (NAF), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions, [suivant] les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS.* »

1.3 Selon l'article 6 du règlement financier de la NAHEMO, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers, qui doivent être conformes au NAF.

1.4 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de procédures appropriées pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. L'existence d'une procédure d'examen appropriée conditionne la possibilité d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si ceux-ci sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

1.5 Aux termes de l'article 12.2 du règlement financier de la NAHEMO, « *afin qu'il soit satisfait aux critères souhaités de contrôle interne, le contrôleur des finances veille à [...] établir et tenir des registres comptables complets répertoriant tous les actifs et passifs* ». Aux termes de l'article 12.3, « *les activités de contrôle interne portent notamment sur [...] la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que [sur] le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information* ».

1.6 Selon l'IPSAS 41 (*Instruments financiers*), le terme « passif financier » recouvre notamment l'« *obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité* ». Par ailleurs, cette IPSAS énonce le principe suivant : « *Une entité doit comptabiliser un actif ou un passif financier dans son état de la situation financière lorsqu'elle devient [...] partie aux dispositions contractuelles de l'instrument* », et seulement à ce moment. En ce qui concerne l'application de ce principe, le paragraphe AG16 du guide d'application de l'IPSAS donne notamment les exemples suivants :

- a) « *Des montants [...] à recevoir et à payer [non assortis de conditions particulières] sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs lorsque l'entité devient partie au contrat et qu'en conséquence elle [acquiert] un droit de recevoir de la trésorerie, ou une obligation juridique de payer en trésorerie.*- b) *Les actifs devant être acquis et les passifs assumés par suite d'un engagement ferme d'achat ou de vente de biens ou de services ne sont généralement pas comptabilisés tant que l'une des parties au moins n'a pas exécuté ses obligations contractuelles. Par exemple, une entité qui reçoit une commande ferme ne comptabilise généralement pas un actif (et l'entité qui passe la commande ne comptabilise pas un passif) à la date de l'engagement ; la comptabilisation n'intervient qu'une fois que les biens ou services commandés ont été expédiés, livrés ou rendus. »*

1.7 Autrement dit, ce sont les stipulations du contrat conclu entre les parties qui déterminent si une obligation donne lieu à une dette.

1.8 Enfin, dans son avant-propos, le Code de conduite OTAN (ON(2022)0004) réaffirme les principes de transparence et d'obligation de rendre compte, et il stipule que « *le savoir-faire, les compétences, le professionnalisme et l'intégrité [...] sont autant d'éléments clés pour aider l'Organisation à remplir ses missions et ses objectifs fondamentaux* ». Il précise que le « *professionnalisme* » exige du personnel qu'il « *veill[e] à conserver le plus haut niveau de compétence dans les domaines qui [lui]*

sont confiés, et [qu'il] cherch[e] continuellement à améliorer [ses] connaissances, [ses] aptitudes et [ses] capacités ».

Observations

1.9 L'IBAN a constaté plusieurs inexactitudes, dont certaines étaient significatives, dans la version initiale des états financiers 2023 de la NAHEMO (qui lui avaient été soumise le 31 mars 2024), plus précisément dans les états financiers de base, les notes et l'annexe. La plupart de ces inexactitudes ont été corrigées dans les états financiers qui ont été republiés le 28 novembre 2024. Sans ces corrections, les états financiers auraient contenu des erreurs significatives qui auraient amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve à leur sujet.

1.10 On trouvera ci-après un relevé des principales inexactitudes constatées.

- a) Des intérêts d'un montant de 0,49 million d'euros (MEUR) avaient été mal classés car imputés sur le budget administratif alors qu'ils relevaient du budget opérationnel. C'était là une erreur significative. En outre, des intérêts d'un montant de 0,06 MEUR imputables sur le budget administratif avaient été comptabilisés par erreur dans l'état de la situation financière au lieu de l'état de la performance financière, parce que la nouvelle méthode comptable de la NAHEMO ne tenait pas compte du fait que l'organisme agit en qualité de mandant pour ce qui de ce budget.
- b) Les notes jointes aux états financiers donnaient des informations incorrectes ou significativement trompeuses concernant les rôles de mandant et de mandataire que la NAHEMO exerce respectivement en ce qui concerne le budget administratif et le budget opérationnel.
- c) Le montant des recettes qui était mentionné dans le tableau de rapprochement des produits non acquis relevant du budget administratif (note 9 jointe aux états financiers) était surévalué de 0,63 MEUR, montant significatif. De plus, le rapprochement présenté dans le tableau était trompeur, car les soldes d'ouverture et de clôture n'étaient pas présentés de la même manière, d'où un écart de 1,05 MEUR.
- d) Les informations fournies dans la note 11.1 (*Dépenses de personnel*) au sujet des effectifs et de leur renouvellement étaient erronées.
- e) Les dépenses relatives aux services de soutien RH, supportées sur le budget administratif et s'élevant à 0,06 MEUR, avaient été classées à tort sous la rubrique « Autres avantages du personnel » du compte « Dépenses de personnel » dans l'état de la performance financière et la note 11.1.
- f) Comme la variation des charges à payer n'était pas répartie entre les catégories de charges, certaines dépenses présentées dans l'état de la

performance financière l'étaient selon la méthode de la comptabilité de trésorerie, ce qui était trompeur.

- g) La note 11.3 recelait une information incorrecte concernant des « charges à payer », l'erreur tenant à une inversion entre les soldes des exercices 2023 et 2022 ; cette note a été retirée des états financiers rectifiés.
- h) Les explications fournies dans la note 8 (Dettes fournisseurs et autres montants à payer à court terme) et la note 6 de l'annexe 1 au sujet des retraitements opérés à l'ouverture et de la variation de ces dettes et autres montants n'étaient pas claires.
- i) Les informations relatives aux « contributions des pays », à fournir obligatoirement en application de l'article 57 des règles et procédures financières (FRP) de la NAHEMO, étaient soit incomplètes soit manquantes.
- j) Dans la note intitulée « Informations complémentaires sur l'état de l'exécution du budget opérationnel 2023 », figurant dans l'annexe 1, le montant total des factures reçues mais non validées avant fin 2023 était sous-évalué de 12,36 MEUR.
- k) Les informations relatives aux indemnités de représentation qui devaient être présentées dans les états financiers en application du PO(2013)0154 n'y figuraient pas.
- l) Dans l'état de l'exécution du budget administratif 2023, les informations relatives au solde d'ouverture des reports budgétaires, aux engagements et aux dépenses étaient mal présentées et comportaient des inexactitudes significatives, ces problèmes tenant au retraitement incorrect, à l'ouverture des comptes, de régularisations portant sur un montant de 1,33 MEUR.
- m) Des engagements reportés de 2023 sur 2024 étaient surévalués d'un montant total de 0,05 MEUR.
- n) Aucune information n'avait été fournie au sujet de l'annulation, début janvier 2024, de dettes fournisseurs d'un montant total de 7,8 MEUR imputées sur le budget opérationnel.
- o) Les informations fournies dans la note de l'annexe 1 au sujet de l'autorisation de créer un fonds de roulement pour le budget opérationnel étaient incorrectes.

1.11 Dans les états financiers rectifiés, presque toutes les inexactitudes citées ci-dessus ont été corrigées. Reste toutefois un problème : des factures d'un montant total de 14,24 MEUR au 31 décembre 2023, en attente de validation dans le système comptable, n'ont pas été enregistrées.

1.12 Cela tient au fait que, comme la NAHEMO l'a indiqué dans la note 3.3.2.3, elle a modifié sa méthode comptable et fixé ainsi comme critère, pour la comptabilisation des dettes fournisseurs imputables sur le budget opérationnel, la date de validation des factures par la Section Contrats de l'organisme, et non pas la date de réception des factures.

1.13 L'IBAN est d'avis que cette méthode comptable contrevient aux principes énoncés dans l'IPSAS 41, car l'événement créant l'obligation ne doit pas être la validation administrative de la facture par la Section Contrats, mais les clauses contractuelles.

1.14 Comme la NAHEMO agit en qualité de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, l'obligation de paiement, et par conséquent, l'exigence de comptabilisation d'un passif, tient aux stipulations des contrats et pas à la chronologie du processus interne de validation administrative des factures. Dès lors, toute facture doit être considérée comme payable à la date de sa réception.

1.15 Dans le contexte exposé plus haut, et en raison du retard pris dans le processus interne de validation administrative, certaines factures reçues en fin d'exercice n'ont pas donné lieu à la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, de dettes fournisseurs imputables sur le budget opérationnel.

1.16 Cependant, l'IBAN estime que le paragraphe 3 de l'annexe 1 aux états financiers donne au lecteur une information suffisante au sujet des factures en attente de validation au 31 décembre 2023, d'un montant total de 14,24 MEUR. À titre de comparaison, les factures qui étaient en attente de validation au 31 décembre 2022 portaient sur un montant total de 27 MEUR.

1.17 En 2023, la NAHEMO a passé un contrat avec un cabinet de consultants, qui a été chargé de l'aider pour la préparation de ses états financiers et, plus précisément :

- a) de délivrer conseils et recommandations s'agissant du compte rendu financier ;
- b) de rendre un avis sur les projets de méthode comptable ;
- c) de formuler des propositions pour l'amélioration du contrôle interne ainsi que des processus de préparation, d'examen et de présentation des états financiers, l'objectif étant que la NAHEMO puisse répondre aux observations et exigences de l'IBAN ;
- d) de former le personnel de la NAHEMA aux IPSAS.

1.18 Pour l'avenir, la NAHEMO doit continuer de développer les compétences, connaissances, aptitudes et capacités du personnel chargé d'établir la comptabilité et les rapports financiers, afin de pouvoir réinternaliser complètement la fonction comptable et financière.

1.19 Enfin, le registre des risques de la NAHEMO n'indique toujours pas qu'il existe des risques en ce qui concerne les activités financières, l'organisation de la fonction financière et les procédures de contrôle interne relatives aux opérations financières, et plus particulièrement en ce qui concerne l'établissement des états financiers.

Recommandations

1.20 L'IBAN recommande à la NAHEMO :

- a) de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers, notamment en mettant en place des contrôles compensatoires si nécessaire ; cela contribuera à fournir des éléments probants pour l'obtention d'une assurance raisonnable quant à la conformité des états financiers avec le cadre comptable OTAN et le règlement financier de la NAHEMO ;
- b) de poursuivre, notamment au travers de formations, l'effort visant à développer les compétences, connaissances, aptitudes et capacités du personnel chargé d'établir les états financiers, afin de pouvoir réinternaliser complètement la fonction comptable et financière ;
- c) d'évaluer les risques ayant trait aux activités et fonctions relatives au compte rendu financier et d'actualiser le registre des risques en conséquence.

2. NON-RESPECT DU RÈGLEMENT FINANCIER DE LA NAHEMO S'AGISSANT DE L'ENGAGEMENT D'AUTORISATIONS INSCRITES AU BUDGET ADMINISTRATIF

Contexte

2.1 Selon l'article 6 du règlement financier de la NAHEMO, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle interne et de l'établissement des états financiers conformément au NAF.

2.2 Aux termes du paragraphe 2 de l'article 12 du règlement financier de la NAHEMO, « *afin qu'il soit satisfait aux critères souhaités de contrôle interne, le contrôleur des finances veille à : a) établir un système de contrôle financier et budgétaire interne couvrant tous les aspects de la gestion financière, et notamment les opérations sur autorisations ouvertes [...] ; b) désigner des agents pour effectuer des paiements et recevoir des fonds en son nom, et leur conférer officiellement les pouvoirs nécessaires à cet effet [...]* ».

2.3 Aux termes du paragraphe 3 de ce même article, « *les activités de contrôle interne portent notamment sur [...] la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi*

que [sur] le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information ».

2.4 Aux termes du paragraphe 1 de l'article 25, « dès que les budgets annuels et supplémentaires sont approuvés, le directeur général peut, avec l'assentiment du contrôleur des finances, engager les dépenses correspondant aux biens et services à recevoir pendant l'exercice [...] ».

2.5 Le glossaire figurant à la fin du règlement financier de la NAHEMO comprend les définitions suivantes :

- a) Engagement : « Acceptation et enregistrement anticipés des obligations juridiques qui se rapportent : (a) aux autorisations budgétaires pour l'exercice en cours ; (b) aux autorisations de programme pour les exercices ultérieurs. »
- b) Obligation juridique : « Obligation qui découle : (a) d'un contrat (sur la base de ses clauses explicites ou implicites) ; (b) de dispositions légales ou réglementaires ; (c) de toute autre jurisprudence. »

2.6 Selon l'article 30.1 des FRP de la NAHEMO, « les fonds ne doivent pas être dépensés sans engagement et accord préalable. [Ils] ne peuvent être engagés qu'aux fins spécifiquement prévues dans le budget approuvé ou conformément au paragraphe 9, et sans dépassement des limites fixées.

2.7 L'article 31 des FRP, qui règle l'« engagement de fonds pour achats et services » prévoit ceci :

- a) Article 31.1 – « Les agents autorisés à demander l'engagement de fonds pour achats et services sont : le directeur général, le directeur général délégué, les chefs de division, et les agents de catégorie A désignés par le directeur général. »
- b) Article 31.2 – « Contrôle des demandes d'engagement de fonds – Le principe à respecter dans tous les cas est que la dépense demandée doit être nécessaire dans l'intérêt de la NAHEMA, ne pas dépasser les limites budgétaires et être conforme aux règles et instructions financières et administratives applicables.

Il incombe au chef de la Section Finances de veiller à ce que : les fonds soient disponibles ; la dépense soit imputée sur le bon poste budgétaire ; la demande soit faite dans le respect des FRP de la NAHEMO et des procédures administratives internes instituées par la NAHEMA.

Il incombe au contrôleur des finances de certifier par visa que la demande d'engagement est formellement valable. »

c) Article 31.3 – *« Approbation de l'engagement de fonds – Les engagements doivent être approuvés par le directeur général. L'approbation de l'engagement vaut autorisation de dépenser les fonds. »*

d) Article 31.4 – *« Lorsque le directeur général a autorisé la dépense, soit directement soit par délégation de pouvoirs, la procédure d'approbation du paiement entre en application. La Division Administration enregistre l'engagement et enclenche la procédure d'achat (des biens, des billets, etc.) comme il convient. »*

2.8 Ces dispositions sont également d'application lorsque l'engagement porte sur des autorisations de déplacement, des frais de réception ou des salaires et indemnités.

2.9 Selon l'article 5 de la directive interne NID-A-010 de la NAHEMA, qui règle la *« délégation de pouvoirs pour la passation de contrats et l'approbation de bons de commande à la charge du budget administratif »*, *« le directeur général délègue au chef de la Division Administration le pouvoir de passer les contrats et d'approuver les bons de commande qui concernent des biens ou services à la charge du budget administratif de la NAHEMA et qui portent sur un montant inférieur ou égal au niveau 2xB (40 000 EUR HTVA) [...] »*

2.10 D'après l'article 6 de cette directive, *« [...] le chef de la Division Administration peut signer les bons de commande portant sur un montant inférieur ou égal à 40 000 EUR. Au-delà de 40 000 EUR, seul le directeur général peut signer le bon de commande, conformément à la charte de la NAHEMO. »*

Observations

2.11 L'IBAN a relevé qu'à plusieurs reprises, le règlement financier et les FRP de la NAHEMO n'avaient pas été respectés en ce qui concerne le contrôle et l'approbation de l'engagement d'autorisations inscrites au budget administratif ainsi que la constitution de la piste d'audit correspondante :

a) des dépenses d'un montant total de 109 853 EUR ont été engagées et payées sans qu'un contrat ou un bon de commande ait été signé ;

b) en 2023, des bons de commande se rapportant à des dépenses d'un montant total de 166 184 EUR n'ont pas été approuvés par la personne à qui le pouvoir d'approbation avait été délégué, ce qui est contraire à aux directives internes de la NAHEMO.

2.12 Par ailleurs, des charges relatives à des services, s'élevant à 46 374 EUR et ayant fait l'objet d'un retraitement à l'ouverture, avaient, en 2022, été engagées sans autorisation préalable et sans que les crédits soient disponibles, contrairement à ce que prévoit l'article 31.2 des FRP de la NAHEMO (*« Contrôle des demandes d'engagement de fonds »*). Ces dépenses relevant de l'exercice précédent ont

finalement été supportées sur des crédits de 2023, avec pour conséquence des discordances entre l'état de l'exécution du budget et l'état de la performance financière de cet exercice, différences apparues lors du rapprochement de ces deux documents et dont il est rendu compte dans les notes 3 et 5 de l'annexe 1.

2.13 Les problèmes susmentionnés résultent de lacunes dans les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'engagement-paiement, en particulier de la non-intégration des systèmes d'information comptable et budgétaire, l'intégration devant permettre à la fois de vérifier la disponibilité des fonds et d'autoriser les engagements.

Recommandations

2.14 L'IBAN recommande à la NAHEMO :

- a) de se conformer à son règlement financier en ce qui concerne le contrôle et l'approbation de l'engagement des autorisations inscrites au budget administratif ainsi que la constitution de la piste d'audit correspondante ;
- b) de veiller à ce que les engagements imputables sur le budget administratif soient dûment formalisés au travers de bons de commande officiels et de contrats passés avec des fournisseurs, à ce qu'ils soient autorisés par la personne à qui ce pouvoir a été délégué, et à ce qu'ils soient traçables dans le système financier ;
- c) de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'autorisation et d'engagement-paiement.

3. NON-COMMUNICATION AU COMITÉ DIRECTEUR DE LA NAHEMO DES INFORMATIONS AU SUJET DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME INSCRITES AU BUDGET ADMINISTRATIF

Contexte

3.1 L'article 11 de la charte de la NAHEMO (section IV, Arrangements et contrats), dispose ce qui suit : « [...] Toutefois, le Comité directeur ne peut pas : a) sauf exception, déléguer au directeur général le pouvoir de conclure des accords ou des contrats qui ne relèvent pas de la gestion courante et des relations commerciales ordinaires ; b) autoriser le directeur général à conclure des accords internationaux. »

3.2 D'après l'article 32 (section IX, Directeur général), « le directeur général est, dans la limite des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Comité directeur, responsable de l'exécution du programme. Il est chargé en particulier : [...] (m) d'exercer l'autorité contractante dans la limite des pouvoirs qui lui ont été délégués ».

3.3 Enfin, l'article 38 (section X, Gestion financière) prévoit ceci : « (e) toute autorisation de passer des contrats, de prendre des engagements financiers ou d'effectuer des dépenses au cours des exercices à venir fera l'objet d'une mention distincte dans le projet de budget ».

3.4 Aux termes de l'article 25.1 du règlement financier de la NAHEMO, « Une fois le budget annuel et le budget supplémentaire approuvés, le directeur général : peut, avec l'assentiment du contrôleur des finances, engager les dépenses correspondant aux biens et services à fournir pendant l'exercice ; [...] peut, avec l'assentiment du contrôleur des finances, ouvrir des autorisations de programme afin de pouvoir contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir ; de telles obligations juridiques apparaîtront comme des engagements pour les exercices à venir et non comme des autorisations accordées pour l'exercice en cours ; [...] ».

3.5 Aux termes de l'article 11 des FRP de la NAHEMO, « Une fois les projets de budget annuel ou de budget supplémentaire approuvés, le directeur général peut : [...] engager des dépenses dans la limite du montant total des autorisations de programme et aux fins desquelles celles-ci ont été accordées ».

3.6 Le règlement financier et les FRP de la NAHEMO n'assortissent pas la délégation de pouvoirs de limites financières en matière de passation de contrats et d'approbation de bons de commande. Cependant, la directive interne NID-A-010 de la NAHEMA dispose que « le directeur général délègue au chef de la Division Administration le pouvoir de passer les contrats d'achat et d'approuver les bons de commande qui concernent des biens ou services à la charge du budget administratif de la NAHEMA et qui portent sur un montant inférieur ou égal au niveau 2xB (40 000 EUR HTVA) [...] ». L'article 6 de cette directive dispose que « [...] le chef de la Division Administration peut signer les bons de commande portant sur un montant inférieur ou égal à 40 000 EUR. Au-delà de 40 000 EUR, seul le directeur général peut signer le bon de commande, conformément à la charte de la NAHEMO ».

3.7 Sur la base de cette disposition, l'IBAN comprend que le montant des contrats que peut signer le directeur général de la NAHEMA n'est pas limité, si bien que le Comité directeur n'est jamais tenu d'approuver un engagement ou une autorisation de programme.

3.8 Cependant, comme l'indique l'article 38 de la charte, le Comité directeur doit être informé, dans le projet de budget, des engagements signés et des dépenses prévues pour les exercices à venir (autorisations de programme).

Observations

3.9 L'IBAN a constaté que la NAHEMO n'avait pas fourni au Comité directeur, dans les projets de budget administratif 2023 (approuvé en décembre 2022) et 2024 (approuvé en décembre 2023), une liste des autorisations de programme ouvertes en

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2024)0031

vertu des pouvoirs délégués au directeur général. En revanche, l'information a été fournie à chacun des pays participants en ce qui concerne le budget opérationnel.

3.10 D'après les estimations de la NAHEMO, les autorisations de programme relatives à des contrats toujours en cours en 2023 et au-delà portaient au départ sur un montant total de 6,7 MEUR pour celles approuvées avant 2023, et sur un montant total de 0,7 MEUR pour celles approuvées en 2023. Toutefois, l'IBAN n'a pas été en mesure de certifier l'exactitude de ces montants sur la base des informations fournies par la NAHEMO.

Recommandations

3.11 L'IBAN recommande à la NAHEMO de communiquer au Comité directeur les informations voulues sur les autorisations de programme inscrites au budget administratif, en application de l'article 38 de sa charte.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2022 IBA-AR(2023)0024, paragraphe 1 INEXACTITUDES SIGNIFICATIVES ET GÉNÉRALISÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS ET LES ÉTATS DE L'EXÉCUTION DES BUDGETS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAHEMO : a) de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des	Question rendue caduque par l'observation n° 1 formulée pour l'exercice 2023.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
états financiers et d'appliquer des instructions permanentes propres à garantir que ceux-ci soient exempts d'erreurs significatives et soient conformes au cadre comptable OTAN ainsi qu'au règlement financier de l'organisme ; b) de poursuivre, notamment au travers de formations, l'effort visant à développer les compétences, connaissances, aptitudes et capacités du personnel chargé d'établir les états financiers ; c) d'améliorer la configuration du système comptable afin de faciliter l'établissement des états financiers, et résoudre promptement tout problème technique que connaîtrait ce système ; d) d'évaluer les risques ayant trait aux activités et fonctions relatives au compte rendu financier et d'actualiser le registre des risques en conséquence.		
(2) Exercice 2022 IBA-AR(2023)0024, paragraphe 2 NON-RESPECT DE L'ÉCHÉANCE PRESCRITE DANS LE RÈGLEMENT FINANCIER DE LA NAHEMO POUR LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS À L'AUDIT Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAHEMO de renforcer le processus d'établissement de son compte rendu financier de façon à pouvoir respecter l'échéance fixée dans son règlement financier pour la présentation des états financiers.	La NAHEMO a présenté ses états financiers de 2023 dans les délais prévus par son règlement financier.	Question traitée.
(3) NAHEMO – Exercice 2021 IBA-AR(2022)0019, paragraphe 2 NÉCESSITÉ DE REVOIR ET D'ACTUALISER LE RÈGLEMENT FINANCIER ET LES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE LA NAHEMO Recommandation de l'IBAN Dès lors que la NAHEMO agit en qualité de mandante en ce qui concerne son budget	a) b) Le règlement financier de la NAHEMO a été revu. Un	Question

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2024)0031

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
administratif et de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, l'IBAN lui recommande : a) de revoir les dispositions de son règlement financier de façon à éviter toute situation de non-conformité de fait et toute situation qui créerait un doute persistant quant à la conformité de l'organisme, ainsi que de remédier à la situation présente, soit en demandant à l'organe de gouvernance compétent de dissiper le doute, en application de l'article 7.1 du règlement financier de l'entité, soit, si nécessaire, en faisant approuver par le Conseil une dérogation à ce règlement ; b) de préciser dans ses FRP les exigences relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution du budget administratif pour ce qui a trait à ses activités de mandante et dans l'état de l'exécution du budget opérationnel pour ce qui a trait à ses activités de mandataire.	projet de nouveau règlement a été établi en juillet 2024 et soumis pour approbation au Comité financier et administratif. Les nouvelles règles ne s'appliquaient pas aux états financiers de 2023. Au moment de l'audit, la version finale du nouveau règlement n'avait pas encore été approuvée. L'IBAN n'a pas pu déterminer, sur la base du projet, si ce texte et son application tiendraient compte de sa recommandation.	en cours de traitement.
(4) NAHEMO – Exercice 2021 IBA-AR(2022)0019, paragraphe 3 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET OPÉRATIONNEL ET LES INFORMATIONS FOURNIES DANS CE DOCUMENT Recommandation de l'IBAN Comme la NAHEMO agit en qualité de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, l'IBAN lui recommande de clarifier, dans ses FRP, les dispositions relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution de ce budget. Les dispositions relatives aux informations à fournir au sujet des budgets des programmes multinationaux pluriannuels devraient prévoir la communication aux pays participants d'informations financières qui les aident à piloter le financement de ces programmes et l'établissement de leurs budgets.	Comme indiqué au titre des mesures prises en application de la recommandation précédente (IBA-AR(2022)0019, paragraphe 2), la NAHEMO a revu son règlement financier. Un projet de nouveau règlement a été établi en juillet 2024 et soumis pour approbation au Comité financier et administratif. Les nouvelles règles ne s'appliquaient pas aux états financiers de 2023. Au moment de l'audit, la version finale du nouveau règlement n'avait pas encore été	Question en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2024)0031

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	approuvée. L'IBAN n'a pas pu déterminer, sur la base du projet, si ce texte et son application tiendraient compte de sa recommandation.	
(5) Exercice 2016 IBA-AR(2017)29, paragraphe 2 ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES REGISTRES DES ACTIFS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAHEMA de tenir à jour des registres complets répertoriant tous les actifs, conformément à l'article 12 du NFR. Il y a lieu de contrôler ces registres comme il se doit au niveau approprié, et il convient de dresser régulièrement l'inventaire des biens pour que les registres demeurent exacts et fiables. L'IBAN recommande également à la NAHEMA de mettre en place des procédures fiables et coordonnées visant à assurer que les nouvelles acquisitions soient inscrites à l'actif dans les immobilisations corporelles ou dans les immobilisations incorporelles.	Les données et registres ont été vérifiés et corrigés dans le cadre de la préparation des états financiers de 2023. En outre, les registres ont fait l'objet d'importantes corrections qui ont permis de les actualiser à la fin 2022. Enfin, le directeur général a signé une nouvelle directive interne, qui définit les attributions, responsabilités et procédures applicables.	Question traitée.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2024)0031

**COMMENTAIRES OFFICIELS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO)
SUR LE RAPPORT D'AUDIT
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**

**OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE
RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels de la NAHEMA

La NAHEMA souscrit à la recommandation.

Elle prend note des observations de l'IBAN et a déjà pris des mesures visant à améliorer le contrôle interne et à atténuer les risques concernant les états financiers.

Les nouvelles directives internes suivantes sont d'ores et déjà d'application :

- 1. NID-A-036 (Processus d'établissement des états financiers de la NAHEMA en fin d'exercice), du 25 juillet 2024 ;*
- 2. NID-A-023 (Comptabilité et contrôle des biens), du 3 septembre 2024.*

En juin 2024, tous les membres de la Section Finances ont suivi un cours sur les IPSAS donné par DELOITTE.

En outre, le registre des risques a été actualisé sur la base de la dernière évaluation des risques financiers.

**OBSERVATION N° 2 :
NON-RESPECT DU RÈGLEMENT FINANCIER DE LA NAHEMO S'AGISSANT DE
L'ENGAGEMENT D'AUTORISATIONS INSCRITES AU BUDGET ADMINISTRATIF**

Commentaires officiels de la NAHEMA

La NAHEMA souscrit à la recommandation.

Elle prend note des observations de l'IBAN et est bien consciente de l'importance du problème. Une nouvelle directive interne entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 pour tenter de le résoudre. Elle vise l'établissement d'une nouvelle procédure à l'intention des gestionnaires financiers, des demandeurs d'autorisation, des responsables de contrat et des chefs comptables.

Dans un second temps, la nouvelle directive interne sur les achats à la charge du budget administratif sera mise en phase avec la nouvelle procédure.

NATO SANS CLASSIFICATION

**OBSERVATION N° 3 :
NON-COMMUNICATION AU COMITÉ DIRECTEUR DE LA NAHEMO DES
INFORMATIONS AU SUJET DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME
INSCRITES AU BUDGET ADMINISTRATIF**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMA souscrit à la recommandation.

Une autorisation de programme a été présentée aux pays et approuvée par ceux-ci à la dernière réunion du Comité directeur, tenue en novembre 2024.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

**(1) NAHEMO – Exercice 2022
IBA-AR(2023)0024, paragraphe 1**

**INEXACTITUDES SIGNIFICATIVES ET GÉNÉRALISÉES DANS LES ÉTATS
FINANCIERS ET LES ÉTATS DE L'EXÉCUTION DES BUDGETS**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

La question a été rendue caduque par l'observation n° 1 formulée pour l'exercice 2023.

**(2) Exercice 2022
IBA-AR(2023)0024, paragraphe 2**

**NON-RESPECT DE L'ÉCHÉANCE PRESCRITE DANS LE RÈGLEMENT
FINANCIER DE LA NAHEMO POUR LA PRÉSENTATION DES ÉTATS
FINANCIERS À L'AUDIT**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

Comme relevé par l'IBAN, elle a présenté ses états financiers de 2023 dans les délais prévus par son règlement financier.

(3) NAHEMO – Exercice 2021
IBA-AR(2022)0019, paragraphe 2

**NÉCESSITÉ DE REVOIR ET D'ACTUALISER LE RÈGLEMENT FINANCIER ET
LES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE LA NAHEMO**
Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

La version actualisée de ses règles et procédures financières (FRP) a été soumise pour approbation au Comité financier et administratif lors de sa dernière réunion, tenue en octobre 2024. Deux pays ont demandé d'en modifier certains articles, raison pour laquelle la nouvelle version des FRP sera approuvée et entrera en vigueur au premier trimestre 2025.

(4) NAHEMO – Exercice 2021
IBA-AR(2022)0019, paragraphe 3

**NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE
L'EXÉCUTION DU BUDGET OPÉRATIONNEL ET LES INFORMATIONS
FOURNIES DANS CE DOCUMENT**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

Voir observation précédente.

(5) Exercice 2016
IBA-AR(2017)29, paragraphe 2

**ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR
L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES
REGISTRES DES ACTIFS**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

Elle a amélioré le processus d'inscription des immobilisations à l'actif et de tenue du registre des actifs. Comme l'a relevé l'IBAN, une nouvelle directive interne a été signée. Les données figurant dans le registre des actifs ont été revues et corrigées.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED



NAHEMA

"UNITE TO SUCCEED"



NATO HELICOPTER D&D PRODUCTION AND
LOGISTICS MANAGEMENT AGENCY

REVISED RESUBMITTED
NAHEMO FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2023

NATO UNCLASSIFIED

851, avenue Jean Dalmas – Bâtiment A – 13090 Aix-en-Provence – France

+33 (0) 4 65 15 04 00 – nahema@nahema.nato.int

NAHEMO Financial Statements 2023

CORPORATE INFORMATION	4
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION (SOFPOS)	6
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE (SOFPERF)	7
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY	8
STATEMENT OF CASH FLOWS	9
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS	10
1 GENERAL INFORMATION	10
1.1 ACCOUNTING PERIOD	10
1.2 REPORTING CURRENCY	10
1.3 BASIS OF PREPARATION	10
1.4 NEW AND REVISED STANDARDS NOT YET ADOPTED	10
1.5 RESTATEMENT OF COMPARATIVE FIGURES 2022	11
2 SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES	13
3 SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES	13
3.1 ACCOUNTING AS A PROCUREMENT AGENT (OB)	13
3.2 ACCOUNTING AS A PROCUREMENT PRINCIPAL (AB)	14
3.3 FINANCIAL INSTRUMENTS	14
3.4 PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT	15
3.5 INTANGIBLE ASSETS	15
3.6 IMPAIRMENT OF NON-FINANCIAL ASSETS	16
3.7 LEASES	16
3.8 PROVISIONS	17
3.9 EMPLOYEE BENEFITS	17
3.10 REVENUE AND EXPENSES RECOGNITION	17
3.11 FINANCIAL INCOME AND EXPENSES	18
3.12 NET ASSETS/ EQUITY	18
3.13 CASH FLOW STATEMENT	18
3.14 BUDGET EXECUTION STATEMENT (ANNEX 1)	18
4 PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT	20
5 INTANGIBLE ASSETS	21
6 CASH AND CASH EQUIVALENTS	22
7 CURRENT TRADE AND OTHER RECEIVABLES	23
7.1 CONTRIBUTIONS FROM MEMBER NATIONS	23
7.2 OTHER RECEIVABLES	24
8 CURRENT TRADE AND OTHER PAYABLES	25
8.1 PAYABLES TO NATIONS	25

NATO UNCLASSIFIED

8.2	TRADE AND OTHER PAYABLES.....	26
9	UNEARNED REVENUE AND ADVANCES	26
10	REVENUE.....	27
11	EXPENSES	28
11.1	EMPLOYEE EXPENSES (CHAPTER 1)	28
11.2	OPERATING EXPENSES (CHAPTER 2 AND 3).....	29
12	EMPLOYEE BENEFITS	29
13	RELATED PARTY DISCLOSURES	30
14	REPRESENTATION ALLOWANCES	30
15	FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE	31
16	BANK GUARANTEES.....	31
17	EVENTS AFTER REPORTING DATE	31

NATO UNCLASSIFIED

Corporate information

The "NATO Helicopter for the 1990s Design and Development, Production and Logistics Management Organization" (NAHEMO) is a North Atlantic Treaty Organisation (NATO) body. NAHEMO was established to meet the requirements of the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Republic of Italy and the Kingdom of The Netherlands for the Design and Development, Production and In-Service Support of a NATO Helicopter for the 1990s (NH90). The NATO Council approved the NAHEMO Charter on 7 February 1992.

NAHEMO consists of the Steering Committee (SC), composed by the representatives of the participating Nations, and the NATO Helicopter Management Agency (NAHEMA).

On 8 June 2000, the Memorandum of Understanding (MoU) for the Production (P) Phase of the NH90 including Production Investment (PI) and Initial In-Service Support (ISS) was signed. With the signature of the Addendum No. 1 to the MoU on 21 June 2001, Portugal joined the Programme.

On 17 July 2004 the NH90 Community MoU (CMoU) between NAHEMO Nations and Nordics Standard Helicopter Programme (NSHP), Finland, Norway and Sweden, was signed with the aim to provide support in standardization, qualification and interoperability to the Nordics.

On 23 December 2004 the NH90 ISS MoU between NAHEMO Nations was signed to set out the framework for the In-Service Support Phase of the NH90 Programme. With the signature of the amendment No. 1 Belgium on 25 October 2006 was admitted to the ISS MoU.

On 12 June 2007, Belgium joined the Programme becoming the fifth NAHEMO Nation. Australia joined the CMoU in 2008.

On 29 May 2013 the amendment No. 4 to the CMoU was signed for the admission of the Kingdom of Spain and New Zealand.

In 2014 Portugal decided to withdraw and the Addendum 6 to the NAHEMO Charter was brought in force on 16 January 2015. The modification to the MoU dealing with the same issue was brought into force in October 2017.

In 2022 Norway has announced to leave the NH90 Programme and is dealing with NATO Helicopter Industries (NHI) to dissolve the Norwegian Production contract.

In 2023 Australia also officially decided to leave the Programme and put in place a constructive exit strategy. NAHEMA is working on the process providing all the efforts to close all the active contracts for Norway and Australia.

For years 2023 and after, NAHEMO continues the main objectives:

- Ensuring the delivery of serviceable and sustainable NH90 helicopters (production and retrofits);
- Ensuring the fleet homogeneity in terms of software through the Software Release contracts;
- Putting into service the contracted capacities, developing new operational capabilities;
- Increasing an effective and efficient In-Service Support;
- Developing the affordability and cost-efficiency of the Programme; and
- Further developing the efficiency of the NH90 Programme Organization.

In 2023, NAHEMO achieved the following main Operational activities in order to support the above-mentioned goals:

- Preparation and signature of international agreements and relevant amendments to Programme Arrangements and Programme Decisions under the existing MoUs among Nations;
- Preparation and execution of the Budgets;
- Preparation of Statements of Work, negotiation and awarding of contracts;
- Assessment of the achievement of technical Milestones of the awarded contracts;
- Assessment of invoices and execution of payments;
- Management of the NH90 Programme duties including qualification of the NH90 variants, configuration management and quality assurance;

NATO UNCLASSIFIED

- Continued implementation of the NAHEMA digitalization;
- Spain's joining of the In-Service Support Frame Contract;
- Signature of the Service Ordering Agreement for implementation of the Software on the NH90 and associated On-Site Support Services; and
- Signature of the Contract Amendment No. 35 to purchase 8 additional helicopters for France.

Concerning the NAHEMA financial and administrative processes and procedures, the NATO Financial Regulations (NFRs) are the basis for the NAHEMA Financial Regulations (NAHEMA FRs) and NAHEMA Financial Rules and Procedures (NAHEMA FRPs), latest version respectively March 2017 and 20th October 2017.

NAHEMA is maintaining two different budget types:

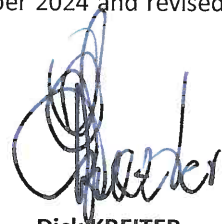
- The Administrative Budget (AB) for the administrative costs of NAHEMA; and
- The consolidation of 10 Operational Budgets (OB) for the programme costs, which are composed of the following three chapters:
 - Chapter 1: expenditures related to Design and Development activities for France (FRA), Germany (DEU), Italy (ITA) and the Netherlands (NLD) under the legal framework of the Design & Development MoU;
 - Chapter 2: expenditures related to Production Investment, Production, Integrated Logistics Support and Initial In-Service Support for FRA, DEU, ITA, NLD under the legal framework of the PI/P MoU and for Belgium (BEL) under the BEL Production MoU; and
 - Chapter 3: expenditures related to In-Service Support activities for all NH90 Community Nations (NAHEMA and non-NAHEMA) under the legal framework of the CMoU.

Based on the audit results of the Financial Statements 2022, NAHEMA has started a comprehensive improvement programme in order to augment control and improve compliancy.

The Financial Statements on pages 1 to 31 and the Annex 1 hereto were issued to the International Board of Auditors for NATO (IBAN) on 28th March 2024, resubmitted for improvements on 5 November 2024 and revised resubmitted on 28 November 2024.



Michael KOHLHAAS
General Manager



Dick KREITER
Financial Controller

Statement of Financial Position (SoFPos)

(In thousands EUR)	Notes	For the years ending per December 31		
		2023	2022 (restated)	2022 (initial)
ASSETS				
Non-current assets				
Property, plant and equipment	4	3,159	2,894	1,473
Intangible assets	5	672	295	145
Total non-current assets		3,831	3,189	1,618
Current assets				
Cash and cash equivalents (AB)	6	3,278	2,385	2,751
Cash and cash equivalents (OB)	6	797,213	821,322	820,986
Nations contribution receivables (AB)	7	93	1,073	1,970
Nations contribution receivables (OB)	7	281,051	158,700	159,035
VAT receivables (AB)	7	926	631	604
Other receivables (AB)	7	-	146	-
Other receivables (OB)	7	6,002	6,020	18
Total current assets		1,088,563	990,277	985,364
TOTAL ASSETS		1,092,394	993,466	986,982
LIABILITIES				
Current liabilities				
Trade payables (AB)	8	85	3	(139)
Accrued liabilities (AB)	8	202	1,373	5
Other payables (AB)	8	68	2	164
Trade payables (OB)	8	7,820	40,432	34,425
Other payables (OB)	8	21,832	1,381	1,702
Nations contribution payables (AB)	8	2,004	361	325
Nations contribution payables (OB)	8	1,055,330	944,450	944,206
Unearned revenue (AB)	9	170	1,202	3,597
Advances received (AB)	9	1,052	1,073	1,073
VAT payables		-	-	624
Total current liabilities		1,088,563	990,277	985,982
TOTAL LIABILITIES		1,088,563	990,277	985,982
NET ASSETS/ EQUITY				
Accumulated surplus/(deficit)	1.5	3,189	275	197
Surplus/(deficit) for the period		701	2,916	803
Distributions to Nations		(59)	(2)	-
Total equity		3,831	3,189	1,000
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES				
		1,092,394	993,466	986,982

The accompanying notes form an integral part of these Financial Statements.

Statement of Financial Performance (SoFPerf)

(In thousands EUR)	Notes	For the years ending per December 31		
		2023	2022 (restated)	2022 (initial)
Revenue				
Revenue from Nation contributions	10	15,555	16,839	14,817
Financial revenue		62	2	2
Total revenue		15,617	16,841	14,819
Expenses				
Personnel (chapter 1 AB)	11.1	(12,797)	(11,978)	(11,880)
Operating expenses (chapter 2 AB)	11.2	(2,515)	(4,716)	(3,336)
Other operating expenses (chapter 3 AB)	11.2	(244)	(141)	(141)
Capitalised expenses	4; 5	1,157	3,223	1,606
Depreciation and amortization	4; 5	(514)	(310)	(262)
Finance expenses		(3)	(3)	(3)
Total expenses		(14,916)	(13,925)	(14,016)
Surplus/(deficit) for the period		701	2,916	803

The accompanying notes form an integral part of these Financial Statements.

Statement of Changes in Net Assets/Equity

<i>(in thousands EUR)</i>	Notes	Accumulated surplus/ (deficit)	Total net assets/ equity
Initial balance as at January 1, 2022		197	197
<i>Adjustments to opening balance sheet</i>	1.5	78	78
Restated balance as at January 1, 2022		275	275
Initial surplus/ (deficit) for the period		803	803
<i>Adjustments to surplus/ (deficit) for the period</i>	1.5	2,113	2,113
Adjusted surplus/ (deficit) for the period		2,916	2,916
Distribution to Nations		(2)	(2)
Restated Balance as at December 31, 2022		3,189	3,189
Surplus/ (deficit) for the period		701	701
Distributions to Nations		(59)	(59)
Balance at December 31, 2023		3,831	3,831

The accompanying notes form an integral part of these Financial Statements.

Statement of Cash Flows

(in thousands EUR)	For the years ending per December 31		
	2023	2022 (Restated)	2022 (Initial)
Cash flow from operating activities			
Surplus/(deficit) for the period	701	2,916	803
Distribution to Nations	(59)	(2)	-
Alignment of opening balance 2022 with closing balance 2021		78	
Adjustments for:			
Depreciation and amortisation costs	514	310	262
Operating cash flow before movements in working capital	1,156	3,302	1,065
Movements in working capital:			
Decrease/(increase) in receivables from Nations (AB)	980	237	(660)
Decrease/(increase) in receivables from Nations (OB)	(122,350)	(28,000)	(28,333)
Decrease/(increase) in VAT receivables (AB)	(295)	(392)	(365)
Decrease/(increase) in Other receivables (OB)	18	(6,020)	(18)
Decrease/(increase) in Other receivables (AB)	146	(146)	-
Increase/(decrease) in trade and other payables (AB)	(1,023)	1,195	(152)
Increase/(decrease) in trade and other payables (OB)	(12,160)	1,813	(3,874)
Increase/(decrease) in payables to Nations (AB)	1,644	(1,940)	(1,975)
Increase/(decrease) in payables to Nations (OB)	110,880	259,329	259,084
Increase/(decrease) in unearned revenue (AB)	(1,032)	(1,777)	618
Increase/(decrease) in advanced payments received (AB)	(22)	(828)	(828)
Increase/(decrease) in VAT payables	-	(261)	363
Net cash flow from operating activities	(22,058)	226,512	224,925
Cash flow from investing activities			
Purchase of property, plant and equipment	(1,157)	(3,223)	(1,605)
Net cash flow from investing activities	(1,157)	(3,223)	(1,605)
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	(23,215)	223,289	223,320
Cash and cash equivalents at the beginning of year	823,706	600,417	600,417
Effect of foreign exchange rate changes	-	-	-
Cash and cash equivalents at the end of year	800,491	823,706	823,737

The accompanying notes form an integral part of these Financial Statements.

Notes to the Financial Statements

1 General information

1.1 Accounting period

These 2023 Financial Statements are based on the accounting records of NAHEMO as of 31 December 2023. In accordance with Article 2.1 of the NFRs¹, the financial year (FY) at NAHEMO begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

1.2 Reporting currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the Euro (EUR). All call for funds and contributions are made in Euro.

1.3 Basis of preparation

These Financial Statements of NAHEMO, including NAHEMA being the executive body, have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework² (NAF), which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards ('IPSAS') as issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), the NAHEMO FRs³, the NAHEMO FRPs⁴ and other relevant entity directives and policies.

The NAHEMO Financial Statements have been prepared on a going-concern basis, which means that those in charge with governance believe NAHEMA will continue to exist for at least twelve months from the date the Financial Statements are issued. These Financial Statements represent the consolidated activities of NAHEMO and its executing agency NAHEMA.

1.4 New and revised standards not yet adopted

The new and amended IPSAS standards and interpretations that have been issued, but are not effective yet, are disclosed below. In compliance with the NAF, NAHEMO intends to adopt these new and amended standards and interpretations, if applicable, when they become effective.

The following IPSAS standards are effective as of January 1, 2025 (earlier application is permitted):

- **IPSAS 43 Leases:** IPSAS 43 introduces new or amended requirements with respect to lease accounting. It introduces significant changes to lessee accounting by removing the distinction between operating and finance lease and requiring the recognition of a right-of-use asset and a lease liability at commencement for all leases, except for short-term leases and leases of low value assets.
- **IPSAS 44 Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations:** IPSAS 44 specifies the accounting for assets held for sale and the presentation and disclosure of discontinued operations. IPSAS 44 includes additional public sector requirements, in particular, the disclosure of the fair value of assets held for sale that are measured at their carrying amounts, when the carrying amount is materially lower than their fair value.
- **IPSAS 45 Property, Plant and Equipment:** IPSAS 45 updates principles drawn from current IPSAS 17 *Property, Plant and Equipment* by adding new guidance for heritage assets, infrastructure assets, and measurement of property, plant and equipment.
- **IPSAS 46 Measurement:** IPSAS 46 provides new guidance in a single standard addressing how commonly used measurement bases should be applied in practice. It brings in generic guidance on fair value for the first time, and introduces current operational value, a public sector specific current value measurement basis addressing constituents' views that an alternative current value measurement basis to fair value is needed for certain public sector assets.

The following IPSAS standards are effective as of January 1, 2026 (earlier application is permitted):

¹ NATO Financial Regulations, C-M(2015)0025, 24 April 2015

² NATO Accounting Framework, C-M(2016)0023, 21 April 2016

³ NAHEMO Financial Regulations, edition 2016 version 2, March 2017

⁴ NAHEMO Financial Rules and Procedures, version 1.2, 20 October 2017

- **IPSAS 47 Revenue and IPSAS 48 Transfer Expenses:** IPSAS 47 is a single source for revenue accounting guidance in the public sector, whereas IPSAS 48 provides accounting guidance for transfer expenses, which account for a significant portion of expenditures for many public sector entities.
- **IPSAS 49 Retirement Benefit Plans:** IPSAS 49 establishes comprehensive accounting and reporting requirements for the financial statements of retirement benefit plans, with participants comprising current and former public sector employees and other eligible members.

1.5 Restatement of comparative figures 2022

During the prior year audit conducted by IBAN, several errors and misstatements were uncovered in the Financial Statements 2022, which are now reflected as comparative figures in the current year's Financial Statements. These errors primarily originated from the inaccurate inclusion of revenue and expense items in the financial result of the period, leading to misstatements within the net assets/equity (NAE) position. Furthermore, incorrect value-added taxes (VAT) treatment affected the financial results and distorted the gross presentation on the Statement of Financial Position (SoFPos). Additionally, missteps were made in adjusting prior year misstatements without considering their respective impact on the corresponding revenue recognition, and there was an underestimation of expenses to be accrued and to be capitalised as assets. To address these issues, adjustments have been implemented to rectify the errors and misstatements, which are reflected in the restated comparative figures for 2022. A detailed description of these adjustments is provided below.

1.5.1 Reconciliation of restated net assets/equity

Misstatements were identified during the financial audit procedures conducted last year, affecting both the NAE position and the financial result of the year. In this context, the only temporary impact visible on the NAE position stems from the net effect of expense capitalisation and the subsequent depreciation/amortisation costs of these capitalized assets. It is important to note that this effect is transient, as the positive impact on NAE from capitalised expenses is offset over time by the negative impact of depreciation/amortisation costs. Consequently, the NAE position represents a temporary balance that diminishes over time, eventually returning to zero once NAHEMO has fully depreciated or amortised its capitalised (in)tangible assets.

However, due to several errors and misstatements in the Financial Statements 2022, the NAE position was inconsistent at year-end 2022, prompting a thorough assessment and subsequent adjustments to correct the comparative figures for the FY 2022. The table below outlines the adjustments made to NAE, further details are provided for each adjustment.

<i>(in thousands EUR)</i>	Ref.	Total net assets/ equity
Opening balance as at January 1, 2022 (as presented in 2022 Financial Statements)		197
<i>Alignment of opening balance 2022 with closing balance 2021</i>	<i>Adjustment 1</i>	78
Adjusted opening balance as at January 1, 2022 (closing balance as at December 31, 2021)		275
Initial surplus/ (deficit) for the period		803
<i>Revenue recognition based on total amount of eligible expenses incurred</i>	<i>Adjustment 2</i>	706
<i>Adjustments related to miscellaneous (misc.) income</i>	<i>Adjustment 3</i>	(165)
<i>Recognition of leasehold improvements and other assets</i>	<i>Adjustment 4</i>	1,570
<i>Recognition of interest income</i>		2
Total adjustments to surplus/ (deficit) for the period		2,113
Adjusted surplus/ (deficit) for the period		2,916
Distributions to Nations		(2)
Restated Balance as at December 31, 2022		3,189

1.5.1.1 Adjustment 1 - Alignment of opening balance 2022 with closing balance 2021

For the FY 2022, there was a misalignment between the opening balance of NAE position as presented in the 2022 Financial Statements and the closing balance of FY 2021. This discrepancy arose due to a manual correction made in the resubmitted version of the 2021 Financial Statements, following IBAN's recommendation, which was not reflected in the accounting system. As a result, the opening balance for FY 2022 did not reconcile with the closing balance of FY 2021. To rectify this, revisions were made to align the opening balance of FY 2022 with the closing balance of FY 2021 in the 2023

NATO UNCLASSIFIED

Financial Statements. No new adjustments were made; rather, the figures presented in the 2023 Financial Statements were revised to ensure alignment of the opening balance of the NAE position for FY 2022 (from 197 KEUR to 275 KEUR).

1.5.1.2 Adjustment 2 - Revenue recognition based on total amount of eligible expenses incurred (AB)

Typically, eligible AB expenses incurred during the period lead to the recognition of corresponding AB revenue at year end. Due to an oversight, expenses totalling 706 KEUR, incurred as part of the 2022 AB execution and related to the 2020 budget, were mistakenly excluded from the revenue recognition calculation. Consequently, the reported revenue was understated by 706 KEUR. To rectify this, we adjusted the 2022 comparative figures by recognising an additional revenue of 706 KEUR and correcting the unearned revenue liability, which was previously overstated.

1.5.1.3 Adjustment 3 - Adjustments related to miscellaneous (misc.) income (AB and OB)

Revenue 2022 was overstated by 165 KEUR due to various transactions which were incorrectly recorded as miscellaneous (misc.) income. The 165 KEUR can be further broken down into three incorrect transactions:

1. A misc. income entry of 335 KEUR was recorded for cash receipts related to the OB onto the AB bank account. However, this entry wasn't properly reconciled at year end 2022 with the OB receivable position, leaving outstanding OB receivables and funds incorrectly reflected in AB cash balances. Adjustments were made to reverse the misc. income impact, clear outstanding receivables, and transfer funds appropriately.
2. A debit of 220 KEUR was recorded in misc. income, against a receivable position, due to the inconsistent accounting treatment of funds transferred between the administrative and operational bank accounts. Adjustments were made to reverse the misc. income impact, clear the outstanding receivable, and correct the funds transfer.
3. 50 KEUR in credit notes received over AB operating expenses were incorrectly registered as misc. income, leading to double-counting revenue in the SoFPerf. To rectify this, misc. income was reversed, operating expenses decreased, and revenue recognition adjusted.

1.5.1.4 Adjustment 4 - Recognition of leasehold improvements and other assets (AB)

Following IBAN recommendations and upon reviewing AB operating expenses 2022, a considerable portion of costs related to leasehold improvements for the new premises, as well as other expenses resulting from software development and acquisition of IT equipment, were found not to be capitalised in line with the NAF.

To address this, the expenses that had to capitalised were reversed in the SoFPerf as a separate adjustment and recognised as fixed assets (property, plant and equipment and intangible assets). Additionally, the costs resulting from accumulated depreciation and amortisation were factored in, leading to a net adjustment of 1,569 KEUR.

1.5.1.5 Impact of restatements on the revenue recognition process

Revenue recognition occurs at the end of each FY, contingent upon the confirmation of eligible operating expenses incurred during the period. As such, the revenue recognition process is intricately tied to the amount of operating expenses and accrued operating expenses accounted for within a given year.

Accordingly, it is imperative to consider the implications for revenue recognition when making adjustments to expenses or accrued expenses. Any modifications to these expenses indirectly impact the revenue to be recognised for the period, as revenue recognition is dependent on the expense amounts incurred.

Consequently, careful consideration has been given to adjusting operating and accrued expenses in the comparative figures to ensure a corresponding adjustment to revenue when applicable. This ensures alignment with NAHEMO accounting principles and policies. For this reason, only a specific subset of adjustments made to the 2022 NAHEMO accounts have a lasting impact on the NAE position and are reflected in the restatement of the 2022 opening NAE position.

1.5.2 Adjustment of accounting flow for reimbursable VAT (AB)

NAHEMO is considered a VAT-exempt international organisation. However French VAT is levied on certain expenses, which can be reimbursed to NAHEMO by the French Ministry of Finance or the French Ministry of Defence depending on the type of transaction. This reimbursement process ensures that all VAT paid has a neutral effect on the NAHEMO surplus/deficit of the period, with VAT being treated as a temporary receivable towards the French government.

Previously, VAT receivable was accounted for as an expense in the SoFPerf during the FY. At year-end closing, only the portion of VAT related to paid purchase invoices was recognised as a receivable with a corresponding credit on unearned revenue. This complex accounting treatment posed several challenges, creating an incorrect presentation in the Financial Statements. Additionally, it resulted in accrual-based accounting for VAT, prone to misstatements when not all positions were correctly offset or adjusted manually.

Incorrect offsetting led to VAT in certain FYs impacting the surplus/deficit of the period, accumulating into the NAE position of NAHEMO. Furthermore, the unearned revenue account, holding available funds for the AB, was distorted due to incorrect VAT clearing on this account and an additional overstated position on the VAT receivable account.

Upon careful assessment, the prior year's VAT flows revealed incorrect impacts on the NAE position, unearned revenue, and VAT receivables within the accounting system. Consequently, the accounting flow for VAT was redesigned to avoid its impact on the SoFPerf and directly recognise it as a receivable in the SoFPos. Refer to [note 7.2.1](#) for further details on the VAT receivable position as of year-end 2023.

1.5.3 Adjustment for accrued and capitalised expenses (AB)

Upon relocating and entering into a lease agreement for its new premises, NAHEMO undertook significant leasehold improvements to adapt the offices to its needs. A significant portion of these leasehold improvements, including high-security investments and tailored interior fittings, met the recognition criteria outlined by the NAF. However, initially, most of the related costs were expensed through operating expenses instead of being capitalised, which was incorrect given their expected long-term economic value.

Additionally, many of these improvement works were completed or partially completed before year-end 2022 but were only invoiced in the next period. Consequently, neither the related assets/ assets under construction, nor the corresponding budgetary expenses were correctly reflected within the appropriate FY. Similarly, expenses for other items such as software development, IT equipment purchases, and others were not appropriately capitalised or accrued for in the respective FYs.

In the restated figures, a comprehensive review of operating expenses for both FYs 2022 and 2023 was conducted to reallocate and adjust expenses within the correct FYs, and correct 2022 accruals when necessary. Expenses incurred in 2022 were also assessed against capitalisation criteria, with qualifying expenses being capitalised. Depreciation and amortisation rates were applied in line with NAHEMO accounting policies as of the moment asset additions became available for use. Assets identified as only becoming available for use in 2023, were capitalised as Assets under Construction (AuC) at year-end 2022.

For detailed information considering the amount and magnitude of the adjustments made, refer the relevant (in)tangible assets notes ([4](#) and [5](#)).

2 Significant accounting judgements and estimates

In accordance with the NAF, as an adapted version of IPSAS, the Financial Statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions by management, based on historical experience as well as the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses for the AB. Most goods and services are provided by third parties and other NATO entities. Therefore, accrued expenses and the related revenue recognition are based on estimates. By nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period(s) in which they become known.

3 Significant accounting policies

NAHEMO's significant accounting policies are set out below. The accounting policies have been applied consistently to all periods presented.

3.1 Accounting as a Procurement Agent (OB)

IPSAS draws a distinction between transactions that an entity undertakes on its own behalf (principal) and those on behalf of others (agent). The distinction is whether the economic benefits or service potential arising from the procurement effort accrue to the entity or to the extent that a fee may be levied for providing an agency service. Agency activities are those activities carried out by the reporting entity, but which are not its own activities. Where an entity undertakes agency activities, it is identified as the agent in relation to those activities.

As stated in Article 1 of NAHEMO FRPs: "In the management of the NH90 Programme NAHEMO acts as an agent for its member States and therefore it is not exposed to risks or rewards of the Programme. Operational assets are controlled by Nations or Industry".

This status is also applicable since:

- It was created for the sole purpose of managing the programme on behalf of the participating Nations;
- It does not bear any inventory risk before or after the Nation's order;
- It does not bear the credit risk for the amounts receivable from the Nation;
- It does carry out acceptance of goods and services on behalf of the participating Nations; and
- It does not receive a fixed fee per transaction, or a stated percentage of the amount billed, as it is reimbursed for the running costs of the Agency via the AB.

As per the criteria in the NAF, NAHEMO and its executive body NAHEMA, do not have and will not have control in the future over the assets procured, such as helicopters, training media, Aircraft Ground Equipment and spares. Transactions are treated accordingly in the NAHEMO Financial Statements.

The revenues and expenditures in relation to the NH90 Programme are excluded from the SoFPerf. Liabilities for accrued expenses for the OB and assets procured on behalf of the participating Nations are excluded from the SoFPos.

3.2 Accounting as a Procurement Principal (AB)

NAHEMO is considered principal for the AB, which covers expenditure (personnel, operating and capital expenditure) related to the internal organization and functioning of NAHEMA, its executive agency. NAHEMO undertakes this AB expenditure on its own behalf to execute the day-to-day operations of the entity that enables NAHEMO to fulfil its obligations as agent over the OB.

3.3 Financial Instruments

3.3.1 Financial assets

At initial recognition, NAHEMO classifies cash and cash equivalents, as well as receivables, as financial assets at amortised cost. Financial assets at amortised cost are included in current assets, except for those with maturity of more than 12 months from the reporting date. Financial assets are recognised at the contract date and initially measured at fair value. The fair value of a financial asset on initial recognition is normally the transaction price (unless the transaction is not at arm's length). Financial assets at amortised cost are subsequently measured at amortised cost using the effective interest method.

NAHEMO recognises and measures an impairment loss for expected credit losses on financial assets that are measured at amortised cost. The expected credit loss (ECL) is the present value of the difference between the contractual cash flows and the cash flows that NAHEMO expects to receive. For assets at amortised cost, the asset's carrying amount is reduced by the amount of the impairment loss which is recognised in the SoFPerf.

3.3.1.1 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents held by NAHEMO includes petty cash, current bank accounts and deposits held with banks.

3.3.1.2 Receivables

Contribution receivables from participating Nations are recognized when a call for contribution has been issued to the Nations. No allowance for loss is recorded with respect to participating Nations' assessed contributions receivable, except for exceptional and agreed technical reasons.

3.3.2 Financial liabilities

Financial liabilities are classified as current liabilities, except for those with maturity of more than 12 months from the reporting date

3.3.2.1 Unearned revenue

Unearned revenue represents contributions, for the AB, from participating Nations that have been called for current or prior years' budgets but which have not yet been recognised as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Any remaining balance on the unearned revenue at year end corresponds to the budgetary carry forwards, that are expected to be effectively expensed the following FY. In case the budget was overestimated, the excess portion on the unearned revenue balance is lapsed, which transfers the funds as payables to the respective Nations.

3.3.2.2 Payables to Nations

Payables to Nations for the AB are amounts owed to the participating Nations, and include budgetary lapses.

Payables to Nations for the OB, include contributions from participating Nations that have been called for current or prior years' budgets, but have not been used yet to cover transactions for the execution of the OB. Furthermore, the OB payables to Nations also include budgetary lapses and received but unallocated contributions from participating Nations.

3.3.2.3 Trade payables

Payables are amounts due to third parties for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Payables arising from the purchase of goods and services are recognised at invoice reception for the original amount. In accordance with IPSAS 41 – Financial instruments, liabilities are recognised when there is a present obligation arising from a past event, which for the OB is the validation by the contract section of the service rendered. The transaction is recorded as a payable/expense within the general ledger only upon this validation.

3.3.2.4 Advances

Advances are contributions called or received related to future years' budgets. Advances include future budget funding.

3.4 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment (PP&E) are recognised when they are assets controlled by NAHEMO. The NAF (IPSAS 17 adapted) establishes criteria as to assist in assessing the level of control that any NATO Reporting Entity has for reporting assets in its Financial Statements. As indicated in note [3.1](#) "Accounting as a Procurement Agent", NAHEMO and its executive body NAHEMA do not have control over the assets procured on behalf of the Participating Nations, in context of the OB, such as helicopters, training media, AGE and spares.

All property, plant and equipment acquired via the AB, and over which NAHEMO has control, are stated at historical cost less accumulated depreciation and impairment losses. Cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition, construction or transfer of the asset.

Subsequent costs are included in the asset's carrying amount or recognised as a separate asset, as appropriate, only when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to NAHEMO and its cost can be measured reliably. Repairs and maintenance costs are charged to the SoFPerf during the financial period in which they are incurred.

Land is not depreciated as it is deemed to have an indefinite useful life. Assets under construction (AuC) are not depreciated, as these assets are not yet available for use. Depreciation on other assets is calculated using the straight-line method to allocate their cost less their residual values over their estimated useful lives.

PP&E have been capitalised in accordance with the capitalisation thresholds and depreciation rates as specified within the NAF. The (sub) categorisation has been tailored to the specific asset classes held by NAHEMO as included within the table below:

Category	Capitalisation Threshold	Useful life	Depreciation method
Furniture	€30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€10,000	5 years	Straight line
IT equipment	€50,000	3-5 years	Straight line

3.5 Intangible assets

An intangible asset is an identifiable non-monetary asset without physical substance. An asset is identifiable if it is either separable (i.e. it is capable of being separated or divided from the Entity, e.g. by being sold, transferred, licensed, rented,

NATO UNCLASSIFIED

or exchanged, either individually or together with a related contract, identifiable asset or liability, regardless of whether the Entity intends to do so), or arises from binding arrangements (including rights from contracts or other legal rights), regardless of whether those rights are transferable or separable from the Entity or from other rights and obligations).

Acquired intangible assets that are controlled by NAHEMO are stated at historical cost less accumulated amortisation and impairment losses. Internally developed intangible assets are capitalised when the relevant criteria of the NAF (IPSAS 31 adapted) are met and the expenses relate solely to the development phase of the asset. The capitalisable costs include all directly attributable costs necessary to create, produce, and prepare the asset to be capable of operating in the manner intended by management. Costs associated with research activities, non-capitalisable development costs and maintenance costs are recognised as expenses as incurred.

The intangible assets have been capitalised in accordance with the capitalisation thresholds and depreciation rates as specified within the NAF. The (sub) categorisation has been tailored to the specific asset classes held by NAHEMO as included within the table below:

Category	Capitalisation Threshold	Useful life	Depreciation method
Bespoke software	€50,000	3-5 years	Straight line
Off-the-shelf software	€50,000	3-5 years	Straight line

3.6 Impairment of non-financial assets

An impairment is a loss in the future economic benefits or service potential of an asset, over and above the systematic recognition of the loss of the asset's future economic benefits or service potential through amortisation or depreciation (as applicable). Assets that have an indefinite useful life are not subject to amortisation/depreciation and are tested annually for impairment. Assets that are subject to amortisation/depreciation are tested for impairment whenever there is an indication at the reporting date that an asset may be impaired. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable (service) amount. The recoverable (service) amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and its value in use.

Intangible assets and property, plant and equipment residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, on a regular basis. If the reasons for impairments recognised in previous years no longer apply, the impairment losses are reversed accordingly.

In FY 2023 NAHEMO has not recognised any impairment losses.

3.7 Leases

A lease is an agreement whereby the lessor conveys to the lessee, in return for a payment or series of payments, the right to use an asset for an agreed period of time. Leases are classified as either finance leases or operating leases.

3.7.1 Finance Leases

Finance leases are leases where substantially all the risks and rewards incidental to ownership are transferred to the lessee. When entering a finance lease as a lessee, the assets acquired under the finance lease are recognised as assets and the associated lease obligations as liabilities as from the commencement of the lease term. The assets and liabilities are recognised at amounts equal to the fair value of the leased property or, if lower, the present value of the minimum lease payments, each determined at the inception of the lease. Over the period of the lease term, the assets held under finance leases are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term. The minimum lease payments are apportioned between the finance charge (the interest element) and the reduction of the outstanding liability (the capital element).

3.7.2 Operating Leases

An operating lease is a lease other than a finance lease, i.e. a lease where the lessor retains substantially all the risks and rewards incidental to ownership of an asset. When entering an operating lease as a lessee, the operating lease payments are recognised as an expense in the SoFPerf on a straight-line basis over the lease term with neither a leased asset nor a leasing liability presented in the balance sheet.

NATO UNCLASSIFIED

3.7.3 Leasehold improvements

Leasehold improvements are improvements to property not owned by the party making these investments and are defined as the enhancements paid for by a tenant to leased space. As per the NAF (IPSAS 17 adapted), the work undertaken by NAHEMO in this context can only be recognized as an asset when the expenditure improves the condition of the asset, measured over its total life, beyond its most recently assessed standard of performance.

Based on these criteria, expenditures that are considered improvements to leased assets are capitalised. They include specific costs incurred for the fitting out of the premises and the implementation of security infrastructure meeting NATO requirements. Moveable equipment or office furniture that is not attached to the leased property is not considered as leasehold improvements and is instead capitalised as part of the related PP&E category. In addition, painting works are considered part of the normal maintenance and are expensed.

Subsequent to initial recognition as an asset, leasehold improvements are carried at cost less any accumulated depreciation and any accumulated impairment losses. The determination of the depreciation rate considers the lease term of the asset.

Over the period of the lease term, the leasehold improvements are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term.

3.8 Provisions

Provisions are recognised when NAHEMO has a present legal or constructive obligation towards third parties as a result of past events, it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount can be reliably estimated. Provisions are not recognised for future operating losses. The amount of the provision is the best estimate of the expenses expected to be required to settle the present obligation at the reporting date.

In FY 2023 NAHEMO has not recognised any provisions.

3.9 Employee benefits

NAHEMO provides a set of benefits (emoluments and social security) to employees. For accounting purposes these have to be classified into short-term and post-employment benefits.

3.9.1 Short-term employee benefits

Short-term employee benefits are those benefits due to be settled before 12 months after the end of the reporting period in which employees rendered the service, such as: salaries, annual and paid sick leaves, and other short-term allowances. Short-term employee benefits are recognised as an expense when the related service is provided.

3.9.2 Post-employment benefits

NAHEMO grants a set of post-employment benefits to employees, which include retirement, invalidity and survival pensions provided under a Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO.

3.10 Revenue and expenses recognition

Transactions and events related to the NAHEMO AB are recognised in the Financial Statements in the period to which they relate.

3.10.1 Revenue

Revenue comprises contributions from Nations to fund the NAHEMO AB. Revenue is recognised to the extent that it is probable that economic benefits or service potential will flow to NAHEMO, and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NAHEMO recognises a liability until the condition is fulfilled. Conditions are considered fulfilled when the contributions are used for their intended purpose, as envisioned by the participating Nations, and the total amount of eligible expenses incurred during the period is confirmed at year end.

Accordingly, contributions to the NAHEMO AB are booked as a liability, unearned revenue, when initially called and subsequently recognised as revenue when it is earned.

3.10.2 Expenses

NAHEMO AB expenses are accounted for in the period to which they relate. At the end of the accounting period, accrued expenses are recognised based on an estimated amount of goods delivered and services rendered to NAHEMO in the period. By analogy, if a payment has been made in advance for services or goods that have not yet been received, the expense will be deferred and recognised in the subsequent accounting period.

3.11 Financial income and expenses

As NAHEMO acts as an agent on behalf of the participating Nations for the OB, thus has no performance obligations in the execution of the Programme and consequently transactions are only recognised as flows in the SoFPos, the net effect of any interest income received or bank charges and interest expenses, referred to as financial expenses, incurred is reflected in the SoFPos. This amount is recorded as a payable when interest income exceeds financial expenses, or as a receivable when financial expenses exceed interest income.

For the AB, as all related items of income and expenses must be included in the surplus or deficit of the reporting period, any financial income or financial expenses shall be recognised within the SoFPerf. In accordance with Art. 43.3 of the NAHEMO FRPs, *"Interests earned on operational and administrative funds shall be credited to the nations in the way to be defined by them"*.

3.12 Net assets/ equity

The capitalisation of fixed assets under the AB creates a temporary surplus in the SoFPerf, as AB assets are financed by the participating Nations based on the budget of the year. The initial expense is included within the AB, and thus included within the revenue recognition. The capitalised expenditure, assets, however are accounted for in the SoFPos in the year of acquisition and depreciated/amortised in the SoFPerf, which are excluded from the AB, over the useful life of the asset.

This results in a temporary difference which is accumulated over the NA/E balance resulting from the net effect in the SoFPerf between the capitalisation and the related depreciation/amortisation of the asset. Once the asset has been fully depreciated, the impact on NA/E is also eliminated.

3.13 Cash Flow Statement

Cashflow information is used to provide a basis for assessing the ability of NAHEMO to generate cash and cash equivalents, and its needs to utilise those cash flows. The cash flow statement is prepared using the indirect method. This means that the surplus/deficit for the FY is adjusted for the effects of transactions of a non-cash nature, any deferrals or accruals of past or future operating cash receipts or payments, and items of revenue or expense associated with investing cash flows.

The cash flow statement reports cash flows during the period classified by operating, investing and financing activities. Operating activities are the activities of NAHEMO that are not investing or financing activities. These are the majority of the activities performed. Investing activities are the acquisition and disposal of intangible assets, PP&E and other investments which are not included in cash equivalents. Financing activities are activities that result in changes in the size of the reporting entity.

3.14 Budget Execution Statement (Annex 1)

In line with the NAHEMO FRPs, Article 8, the Finance and Administrative Committee (FAC) endorses the AB, which includes budgeted amounts for the administration of the Agency. The AB is approved by the SC.

The Administrative Budget Execution Statement (AB BES) provides a comparison of budgeted and actual amounts calculated on accrual basis. The classification basis adopted for the AB reflects the expenditure of the period in three chapters for personnel costs, contractual supplies and services costs as well as capital and investment expenditure.

The actual expenses presented in the AB BES include accruals (expenses for goods and services delivered before the year-end but not yet invoiced) and therefore reconcile to the expenses in the SoFPerf, except for the acquisition of (in)angible assets. The net AB open commitments are those commitments for which a contractual obligation has been created before year-end without the goods and services being delivered before the year-end.

The NAHEMO FRPs, Article 16, stipulates that each OB is approved by the concerned Nation's Joint Executive Committee Financial Procedures (JEC FPs). Each Nation is requested to endorse the national contributions to the proposed OB, presenting an estimate of the Programme costs for the budget period. Expenditure in respect of the OB can be found in

the Operational Budget Execution Statement (OB BES) on a modified cash basis, which deviates from a pure cash basis by incorporating the impact of in-system validated invoices unpaid at year-end.

4 Property, plant and equipment

The below table provides a movement schedule of the tangible assets capitalised by NAHEMA. The comparative figures (2022) have been restated based on revision of investments made in prior year that fulfilled the capitalisation requirements as set out by the NAF (IPSAS 17 adapted).

<i>(In thousands EUR)</i>	Leasehold improvements	Furniture	IT equipment	Vehicles	Assets under Construction	Total
Acquisition cost						
As at January 1, 2022	-	-	206	11	-	217
Additions	1,859	551	233	-	277	2,920
Disposals	-	-	-	-	-	-
As at December 31, 2022 (restated)	1,859	551	439	11	277	3,137
Accumulated depreciations and impairments						
As at January 1, 2022	-	-	-	-	-	-
Depreciations	117	18	101	7	-	243
Disposals	-	-	-	-	-	-
As at December 31, 2022 (restated)	117	18	101	7	-	243
Carrying amount as at December 31, 2022 (restated)	1,742	533	338	4	277	2,894
Carrying amount as at December 31, 2022 (initial)	617	526	325	5	-	1,473
Acquisition cost						
As at January 1, 2023	1,859	551	439	11	277	3,137
Additions	459	-	229	-	8	696
Disposals	(12)	-	-	-	-	(12)
Transfers	277	-	-	-	(277)	-
As at December 31, 2023	2,583	551	668	11	8	3,821
Accumulated depreciations and impairments						
As at January 1, 2023	117	18	101	7	-	243
Depreciation	230	55	132	4	-	421
Disposals	(2)	-	-	-	-	(2)
As at December 31, 2023	345	74	233	11	-	662
Carrying amount as at December 31, 2023	2,238	478	435	-	8	3,159

The following explanation provides further insight in the largest additions made during FYs 2022 and 2023.

The relocation of NAHEMA to its new premises, which started during 2022, still has a large effect on the capitalised costs during 2023. Leasehold improvements related to the interior fittings of the new premises of NAHEMA for an amount of 391 KEUR were capitalised. A portion of 277 KEUR of this amount was transferred from assets under construction, related to IT and electrical system setup within the new premises.

Additionally, for leasehold improvements, an amount of 190 KEUR was capitalised related to the update of the datacentre located at the new premises. Furthermore, an addition of 90 KEUR was made for the replacement of floor coverings which also resulted in a disposal of 12 KEUR for the removed floor covering. The remaining 65 KEUR is related to smaller improvement works done during the year.

The investment of 229 KEUR within IT equipment was done to replace large batch of obsolete or outdated IT equipment. The obsolete items have been or are fully depreciated but not yet formally written off as per year-end 2023.

During 2023, no indicators or triggering events for an impairment of any tangible assets has been noticed.

The notable rise in leasehold improvements for the restated comparative figures 2022 can be attributed to the recognition of additional refurbishment works undertaken and completed at NAHEMA's new premises during 2022. Furthermore, adjustments have been made to the presentation to offer a more precise categorisation of asset classes within tangible assets, notably including 'leasehold improvements' which constitute a substantial portion of the total tangible assets balance as of 2022. Moreover, the 'assets under construction' category has been added to allow for separate recognition of assets not yet available for use per closing date (and for which depreciation has not started yet as of the year-end).

5 Intangible assets

The below table provides a movement schedule of the intangible assets capitalised by NAHEMA. The comparative figures (2022) have been restated based on revision of investments made in prior year that fulfilled the capitalisation requirements as set out by the NAF (IPSAS 31 adapted).

<i>(In thousands EUR)</i>	Bespoke software	Off the shelf software (licenses)	Total
Acquisition cost			
As at January 1, 2022	-	58	58
Additions	287	17	304
Disposals	-	-	-
As at December 31, 2022 (restated)	287	75	362
Accumulated amortisations and impairments			
As at January 1, 2022	-	-	-
Amortisation	28	39	67
Disposals	-	-	-
As at December 31, 2022 (restated)	28	39	67
Carrying amount as at December 31, 2022 (restated)	259	36	295
Carrying amount as at December 31, 2022 (initial)	118	27	145
Acquisition cost			
As at January 1, 2023	287	75	362
Additions	467	3	470
Disposals	-	-	-
As at December 31, 2023	754	78	832
Accumulated amortisations and impairments			
As at January 1, 2023	28	39	67
Amortisations	78	15	93
Disposals	-	-	-
As at December 31, 2023	106	54	160
Carrying amount as at December 31, 2023	648	24	672

The following explanation provides further insight in the largest additions made during 2022 and 2023.

During 2023 the further development of the internal contract tool that started in 2022 was continued through the release of several update versions. The tool underwent improvements and was made available for use after each update, resulting in development costs of 228 KEUR being capitalised during the financial year. Moreover, an additional 219 KEUR was capitalised for update works performed over the NATO cybersecurity systems applicable at NAHEMA. Additionally, smaller scale projects were undertaken during the financial year, amounting to a total of 21 KEUR.

No impairment has been recognised in 2023 as the recoverable amount of the intangible assets is considered higher than the carrying amount.

The significant increase in intangible assets in the restated comparatives 2022, includes a key restatement of 270 KEUR related to the development of the internal contract tool (bespoke software). The initial phase of the development was completed during 2022, after which several improvement releases were performed. Furthermore, an additional 17 KEUR related to improvements made to the invoicing software was capitalised during 2022. Note that most of these custom developed tools have been delivered in several updates mainly as of second semester, for which amortisation of 2022 has been prorated.

6 Cash and cash equivalents

The following table provides an overview of all cash in-hand available at NAHEMA.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
<i>Current bank accounts per Nation (OB)</i>			
Australia	7,922	9,579	9,579
Belgium	68,095	55,006	55,006
Germany	76,734	56,311	56,311
Finland	914	1,091	1,091
France	85,037	323,657	323,657
Italy	521,116	350,297	350,297
The Netherlands	26,473	17,314	16,978
Norway	9,339	7,248	7,248
New Zealand	1,461	696	696
Portugal	13	14	14
Other current accounts	109	109	109
Total current bank accounts (OB)	797,213	821,322	820,986
Current bank accounts (AB)	3,277	2,384	2,750
Petty cash	1	1	1
Total cash and cash equivalents	800,491	823,707	823,737

Deposits held on interest bearing current bank accounts are immediately available funds and are all held in euro. The bank accounts include funds made available by the contributing Nations for the execution of the administrative and Operational Budget.

The cash and cash equivalents held on current accounts do not contain any restrictions and are all held at trustable European banks with an A-credit rating.

Within the restated comparative figures 2022, a bank reconciliation error of 30 KEUR over the AB bank account, that caused a discrepancy between the Financial Statements and the actual cash position per year-end of FY 2022, was resolved. Furthermore, a reclassification of 335 KEUR was performed for an erroneous receipt of cash, related to the OB, on the AB bank account.

7 Current trade and other receivables

The following table provides a split in the current assets over the contribution receivables for both the Administrative and Operational Budget, and other receivables.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
<i>Contributions receivable from Nations related to AB</i>			
Germany	-	1,073	1,073
France	93	-	933
Portugal	-	-	(36)
Total receivables from Nations (AB)	93	1,073	1,970
<i>Contributions receivable from Nations related to OB</i>			
France	281,000	158,700	158,700
New Zealand	51	-	-
The Netherlands	-	-	335
Total receivables from Nations (OB)	281,051	158,700	159,035
<i>Other current assets</i>			
VAT receivables (AB)	926	631	604
Other receivables (AB)	-	146	-
Other receivables (OB)	6,002	6,020	18
Total other current assets	6,928	6,797	622
Total current trade and other receivables	288,072	166,571	161,627

7.1 Contributions from member nations

Contributions are called from participating Nations when funding is needed to meet the obligations as set out within the AB and OB.

7.1.1 Receivables from Nations related to the AB funding

The Nations contributing to the NAHEMA AB are the NAHEMO Nations (Belgium, France, Germany, Italy and The Netherlands) and the Non-NAHEMO Nations (Australia, Finland, New Zealand, Norway, Spain and Sweden).

The annual administrative costs of NAHEMA are established in the following way. The Non-NAHEMO Nations contribute in accordance with the number of FTE they use in NAHEMA, multiplied by a rate. The rest of the AB is contributed by the NAHEMO Nations by which Belgium contributes a fixed amount and the other NAHEMO Nations contribute the rest. However, the amount is limited by the ceiling established in the Production MoU. This ceiling is adjusted annually based on prevailing economic conditions (including the evolution of NATO salaries and index “*Indice mensuel des prix à la consommation*” published in the “*Bulletin mensuel de l’INSEE*”). In 2023, the AB was set at 16,570 KEUR.

The following table provides a reconciliation between the opening and closing balance for the contributions from Nations received for the AB.

NATO UNCLASSIFIED

Reconciliation of contributions from Nations received 2023 (AB)		<i>(In thousands EUR)</i>
Opening balance contribution receivables from Nations, as at January 1, 2023		-
Opening balance advances called to CFF 2023 issued in 2022, as at January 1, 2023		1,073
Total receivables from Nations balance as at January 1, 2023		1,073
Total call for funds 2023		15,220
Advances to CFF 2024 issued in 2023		1,052
Total called funds in 2023		16,272
Received funds 2023		(15,127)
Received advances to CFF 2023 issued in 2022		(1,073)
Received advances to CFF 2024 issued in 2023		(1,052)
Total funds received in 2023		(17,253)
Receivables from Nations balance (incl. advances) as at December 31, 2023		93

The total AB approved by the SC amounted to 16,294 KEUR to be financed with contributions. At the end of 2023, there was still a remaining amount of 93 KEUR to be paid by one NAHEMO Nation. In 2023, the NAHEMO Nations contributed together 11,903 KEUR, from which an amount of 126 KEUR was used from the 2021 lapsed funds to offset contributions. The Non-NAHEMO Nations contributed 4,298 KEUR.

The comparative figures for the current assets have been restated to reflect certain discrepancies within the initial 2022 figures. For the contributions from Nations to the AB, 933 KEUR stated as a receivable from France, is related to the reimbursement of VAT paid to France. However, within the initial figures the presentation on a gross basis was incorrectly performed, considering the VAT receivable and VAT payable positions and therefore adjusted within the restated figures. Furthermore, the negative receivable of 36 KEUR for Portugal has been reclassified to the payables account.

7.1.2 Receivables from Nations related to OB funding

The following table provides a reconciliation between the opening and closing balance for the contributions from Nations received for the OB.

Reconciliation of contributions from Nations received 2023 (AB)		<i>(In thousands EUR)</i>
Opening balance contribution receivable from Nations OB		158,700
Total receivables from Nations balance as at January 1, 2023		158,700
Total call for funds 2023		1,374,185
Total called funds in 2023		1,374,185
Received funds 2023		(1,251,834)
Total funds received in 2023		(1,251,834)
Receivables from Nations balance as at December 31, 2023		281,051

During FY 2023, the OB was funded by the NAHEMO Nations for 1,222,557 KEUR and by the Non-NAHEMO Nations for 29,277 KEUR. This results in a total funding of 1,263,344 KEUR. Per year-end 2023, the outstanding receivable to France for 281,000 KEUR is related to five calls for funds.

Within the comparative figures (2022), a receivable of 335 KEUR from The Netherlands, related to the OB, has been adjusted as the amount was initially received onto the AB bank account by which the outstanding receivable was not correctly offset with this cash receipt.

7.2 Other receivables

7.2.1 Receivables VAT reimbursement

NAHEMO is considered a VAT-exempt international organisation. In accordance with the MoU's for the NH90 Programme, French VAT can be levied on invoices sent to NAHEMO. Based on several criteria such as a monetary threshold, type of expense, etc., as set out within the MoU's, it is determined whether VAT is considered reimbursable or not. If the VAT is reimbursable, it is paid back by the French Ministry of Finance (MoF). For the non-reimbursable VAT, the 35th Financial

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Administrative Committee Meeting, held on 16-18 October 2018, decided that these amounts will be compensated by the French Ministry of Defence (MoD). The reimbursement of VAT can be called to the respective French Ministries only when the underlying invoice has been paid.

Therefore, VAT is reflected as a receivable position on the SoFPos, as all VAT will effectively be reimbursed. Per year-end 2023, 319 KEUR of VAT paid during 2022 and 600 KEUR of VAT paid during 2023 has been called for reimbursement to the French MoF and MoD. The remaining VAT receivable of 7 KEUR is related to invoices not paid per year-end.

7.2.2 Receivables by Suppliers

A reclassification has been performed for both 2023 and 2022 (restated) related to a supplier credit note, PIP contract amendment 23 signed on 10 June 2015, for the remaining receivable balance of 6,002 KEUR.

Furthermore, a reclassification, within the restated comparatives, from current liabilities to current assets was made for 146 KEUR, related to supplier debit balances.

8 Current Trade and other payables

The following table provides a split in the current liabilities for both the Administrative and Operational Budget.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
Payables to Nations			
Payables to Nations related to AB	2,004	361	325
Payables to Nations related to OB	1,055,330	944,450	944,206
Total payables to Nations	1,057,334	944,811	944,531
Other current liabilities			
Trade payables (AB)	85	3	(139)
Accrued liabilities (AB)	202	1,373	5
Interest payables (AB)	61	2	-
Other payables (AB)	7	-	164
VAT payables (AB)	-	-	624
Total trade and other payables (AB)	355	1,378	654
Trade payables (OB)	7,820	40,432	34,425
Interest payables (OB)	21,832	1,381	1,673
Other payables (OB)	-	-	29
Total trade and other payables (OB)	29,652	41,813	36,127
Total current trade and other payables	1,087,341	988,002	981,312

8.1 Payables to nations

8.1.1 Payables to AB funding nations in respect of AB

Following the MoU cost sharing agreement and the NAHEMO's SC decisions made over the AB funding, the uncommitted funds at year end are lapsed back towards the respective Nations (FRA, DEU, ITA and NLD) based on a predetermined allocation key. These lapsed funds typically aren't reimbursed directly in cash. Instead, they are offset against future calls for funds in subsequent budget years.

The following table provides a split of the AB payables to Nations balances for the current and comparative, initial and restated, years.

<i>(In thousands EUR)</i>	31/12/2023	31/12/2022 (restated)	31/12/2022 (initial)
Net balance AB lapses prior to current year	77	5	127
Current year lapses	1,770	199	198
Portugal 2013-14 lapses	35	35	-
DCPS Overpayment reimbursement 2020	122	122	-
Total Payables to Nations related to AB	2,004	361	325

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

During 2023, a total amount of 1.770 KEUR has been lapsed consisting of lapsed funds from budget years 2021, 2022 and 2023 for respectively 494 KEUR, 124 KEUR and 1,152 KEUR. Additionally, from the total prior year's net balance of AB lapses, for a total of 204 KEUR, an amount of 127 KEUR was used as funding during 2023 which results in a net ending position of 77 KEUR.

Several rectifications were made to the AB lapses position for FY 2022. First a reclassification from miscellaneous payables to AB lapses was performed for a reimbursement received from the NATO Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) during 2020, for an amount of 122 KEUR. Furthermore, a reclassification of negative receivables to the AB lapses for an amount of 35 KEUR related to Portugal was made as Portugal left the Program in 2014 and these funds do not longer present any outstanding commitments. Lastly, several smaller rectifications made led to an accumulated adjustment of prior year AB lapses of 122 KEUR.

8.1.2 Payables to OB funding Nations in respect of OB

During 2023, the funds called exceeded the expenditures covered in context of the OB, resulting in a net increase of 110,875 KEUR in the OB payables, which includes unused call funds from current or prior year's budgets, budgetary lapses and received but unallocated contributions.

8.2 Trade and other payables

8.2.1 Related to Administrative Budget (AB)

Total AB trade and other payables include AB trade payables, accrued liabilities towards suppliers, as well as other payables related to bank interest and VAT. A significant increase within the accrued liabilities for the restated comparative figures is related to leasehold improvements and other investments performed and available for use within 2022 for total amount of 1,017 KEUR. Additionally, 356 KEUR was accrued for other services or goods completed in 2022.

Moreover, adjustments have been applied to the restated comparative figures 2022, totalling 43 KEUR, related to the closure of long outstanding miscellaneous payables, which have been transferred to lapsed amounts for AB budget, as they were connected to operating expenses included within the AB budget. Also, a reclassification for a DCPS reimbursement of 122 KEUR was made towards the AB lapses. For more info see [note 8.1.1](#) above.

Lastly, due to the redefinition of the VAT accounting treatment, the VAT payable position has been cleared and is now presented on a net basis as VAT receivable. For further information, refer to the restatement note [\(1.5\)](#) above.

8.2.2 Related to Operational Budgets (OB)

During 2023, OB interest payables have risen sharply due to a strong increase in interest rates earned on OB cash balances ([note 6](#)). The net effect of interest received in 2023 and bank charges incurred is recognised as interest payables. The decrease of 292 KEUR within the 2022 restated comparative figures for interest payables is attributed to the adjustments performed on the prior year's net interest expense position, which were incorrectly included within the surplus/deficit of the respective reporting period.

The comparative figures for trade payables have been restated for which the largest adjustment is related to a reclassification of a supplier credit note for an amount of 6,002 KEUR, refer to [note 7.2.2](#) for more information.

9 Unearned revenue and advances

The following table discloses the unearned revenue and advanced payments received in context of the AB.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
Unearned revenue (AB)	170	1,202	3,597
Advanced payments received (AB)	1,052	1,073	1,073
Total unearned revenue	1,222	2,275	4,670

Within the restated comparatives a significant decrease within the closing balance of unearned revenue can be explained by the recognition of additional accrued expenses in 2022 for 1,368 KEUR, an additional recognition in revenue for 706 KEUR which was incorrectly excluded from prior year's revenue and a justification through lapsing an amount of 321 KEUR which was incorrectly carried forward as an available credit.

During 2023, an advanced payment of 1,052 KEUR was received from Germany related to the AB 2024.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The below table provides a reconciliation between opening and closing balance of the unearned revenue account, for the AB of FY 2023.

Reconciliation of unearned revenue (AB) 2023		<i>(In thousands EUR)</i>
Unearned revenue balance as at January 1, 2023		1,202
advanced funding received as at January 1, 2023		1,073
Total unearned revenue balance as at January 1, 2023		2,275
Total call for funds 2023		16,293
Advances to CFF 2023 issued in 2022		(1,073)
Total net call for funds in 2023		15,220
Expenditure of the period (2023) as per AB BES		(16,726)
Variance of accrued expenditure		1,171
Lapsed 2023		(1,770)
Total expenditure and lapses movement in 2023		(17,325)
Advanced calls 2024 issued in 2023		1,052
Unearned revenue balance (incl. advances) as at December 31, 2023		1,222

For FY 2023, the net called funds amounts to 15,220 KEUR. The advances received during 2022 are excluded as they are already included within the opening balance of 2,275 KEUR. The called funding is used to cover the expenditure made during 2023, amounting to 16,726 KEUR, and is adjusted for the expenses which were already accrued during 2022 to avoid double counting. Furthermore, an amount of 1,770 KEUR is lapsed back towards the participating Nations as these are funds which no longer present any outstanding commitments.

Lastly, an advanced call for fund was issued in 2023 for 1,052 KEUR with respect to the AB of 2024 to Germany.

10 Revenue

The following table provides a split within the revenue recognition of 2022-2023 for the AB.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
Revenue recognition - OPEX	16,726	15,484	14,665
Revenue recognition - accrued expenses	(1,171)	1,355	(13)
Financial income	62	2	2
Miscellaneous income	-	-	165
Total unearned revenue	15,617	16,841	14,819

The eligible operating expenses ([note 11](#)) incurred during the year on an accrual basis, as shown in the AB BES, lead to revenue recognition during the period. Through this process, revenue is recognised (being transferred from the unearned revenue liability account as reflected in [note 9](#)).

The decrease in revenue recognition of the period related to accrued expenses results from the effect of the reversal of prior year's accrual, 1,373 KEUR, which is significantly larger than the current year accrual of 202 KEUR. The reversal of the prior year's accrual offsets the actual expenses incurred during 2023 and decreases the recognised revenue for the current year. This adjustment ensures that revenue recognised last year over the accrued amount is not double counted, thereby preventing redundancy in revenue recognition tied to the same expense.

A key adjustment to the restated comparative figures for 2022 pertains to the recognition of 706 KEUR of revenue, which was initially omitted from the initial figures. Other key adjustments relate to the recognition of additional revenue alongside the revised accrued expenses, primarily made in the context of the capitalisation of leasehold improvement works. Additionally, adjustments were made to credit notes received, initially posted as miscellaneous income for a total of 165 KEUR, to be reflected directly on the related expenses. This adjustment is essential to prevent double counting of revenue, both through revenue recognition over the overstated expense and as miscellaneous income (see [note 1.5.1](#) above).

NATO UNCLASSIFIED

11 Expenses

Expenses made during the FY in context of the AB are considered to present the costs of the day-to-day operations of NAHEMA to be able to fulfil its commitments in context of the OB, i.e. the role of an intermediate agent between the Nations and industry for the NH 90 Programme.

Below a detailed split is performed per nature of expense as defined by the AB (chapters 1-3). These include employee costs, operational costs and investments made. Additionally, we must take into consideration the reversal effect on the SoFPerf for the capitalised expenses, to avoid redundancy, and include the accrued expenses for services rendered or goods delivered during 2023.

11.1 Employee expenses (Chapter 1)

The following table provides a split of the employee costs included within chapter 1 of the AB.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
Employee salaries and wages	10,463	9,638	9,613
Insurance and medical costs	901	832	832
Pension costs	996	924	924
Installation and removal costs	197	308	309
Training and event costs	51	60	52
Other employee benefits	189	216	150
Total employee expenses	12,797	11,978	11,880

As defined within the MoU's, employees are staffed at NAHEMA based on a rotation scheme for 3-5 years. All employees are staffed full time. Per closing of 2022, 72 employees were staffed at NAHEMA. Due to the rotation scheme, 11 new positions were filled in 2023 of which 2 positions were filled internally by existing employees and for the remaining 9 positions, new employees joined NAHEMA. Therefore, the number of employees per closing 2023 is 72.

The increase in salaries and wages and related costs can be explained by the indexation of 6.1% during 2023.

Installation and removal costs relate to the rotation of personnel during the year. Staff members leaving or joining NAHEMA need to move their personal belongings as they need to relocate to the region of Aix-en-Provence for their employment period. These moving costs are covered by NAHEMA. Fluctuations in these costs are mainly linked to the number of people leaving or joining.

Other employee benefits include expenses made for hiring and termination of employees, expenses for personnel management and other related personnel support costs.

Costs for shared services for payroll administration for FY 2023 and 2022, 54 KEUR and 56 KEUR respectively, are classified as "other employee benefits" under Chapter 1. As of FY 2024, these type of costs will be classified under Chapter 2.

NATO UNCLASSIFIED

11.2 Operating expenses (Chapter 2 and 3)

The following table provides an overview of all expenses that were made in context of the day-to-day operations and investments made at NAHEMA.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022 (restated)	December 31, 2022 (initial)
Leasehold improvement works	471	2,726	1,663
Facility rent and expenses	943	686	696
installed equipment investments	505	489	272
Professional service fees	396	598	497
Travel and meeting expenses	139	159	150
Office materials and services	53	47	47
Company car expenses	3	4	4
Other office expenses	5	7	7
Total OPEX Chapter 2	2,515	4,716	3,336
Small office furniture	4	-	-
IT equipment	229	137	137
Security equipment	11	4	4
Total OPEX Chapter 3	244	141	141
Total operating expenses	2,759	4,85799	3,487

The leasehold improvements, installed equipment and IT equipment accounts are considered investments done by NAHEMA, for which most items met the recognition criteria for capitalisation ([note 4](#) and [5](#)). These amounts are offset in NAHEMA accounts via the “*Capitalised expenses*” adjustment in the SoFPerf for a total amount of 1,157 KEUR in 2023 and 3,223 KEUR in 2022 (although they represent a spending of the period in the AB BES). This gross presentation of capitalisation expense is necessary, as the total operating expenses (chapter 1-3) align with the AB BES and form therefore the basis for the AB revenue recognition.

The increase in rent and facility expenses is primarily caused by an increase in the rent paid due to reallocation to NAHEMA’s new premises. As NAHEMA moved to their new premises during summer 2022, the effect of this increased rental price is only reflected for one semester within the comparative figures.

The decrease in professional service fees for 202 KEUR is related to one-off consulting services made during 2022 for the redesign of the datacentre and overall improvements to the new premises.

A presentation reclassification has been performed respectively for periods 2022 and 2023 for an amount of 25 KEUR and 55 KEUR, related to consultancy services included on budget item line for the facility rent and expenses. These costs have been transferred accordingly to the professional services in the detailed breakdown.

11.2.1 Future operational lease commitments

The rent of the building “La Pomone” is an operating lease contract foreseen to end on June 26, 2032. In line with the NAF (IPSAS 13), the lease payments, i.e., monthly rent, are recognised as an expense within the SoFPerf.

The following table below provides an overview of the future minimum lease payments (excl. costs of services), under non-cancellable operating leases, for the rent of this building.

<i>(In thousands EUR)</i>	<= 1 year	> 1 and <= 5 year leases	> 5 years	Total
Lease payments building “La Pomone”	611	3,131	5,962	9,704
Total	611	3,131	5,962	9,704

Management assumes that the current lease term will not change, therefore the calculation of minimum future lease payments is based upon expected lease term of 10 years. No discount rate has been applied over the future lease payments exceeding 1 year for the purpose of this calculation.

12 Employee benefits

The costs in AB chapter 1 are for staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as for consultants and contractors. For the split of these employee costs refer to [note 11.1](#) above.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Employees in NAHEMA are compensated for the services they provide in accordance with rules and entitlements established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host Nation and the Protocols of NATO. Cash compensations are exempt from income tax in accordance with NATO Nations agreement.

In general, different pension plans may apply to NATO employees: defined benefit plan and defined contribution plan. However, all NAHEMA personnel are members of the NATO-wide Defined Contribution Pension Scheme (DCPS). NAHEMA is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognised as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NAHEMA with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

13 Related party disclosures

In accordance with the NAF (IPSAS 20)), parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. Disclosure is required of the existence of related party relationships, where control exists, and the information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

All NAHEMA personnel have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Additionally, National Heads of Delegations as well as Joint Executive Committee Members have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity.

NAHEMA senior management is remunerated in accordance with published NATO pay scales and does not receive loans that are not available to all staff.

Per year-end December 31, 2023, key management personnel included the following five members:

- GENERAL MANAGER (grade A7);
- DEPUTY GENERAL MANAGER (grade A6);
- ADM DIVISION LEADER / FINANCIAL CONTROLLER (grade A6);
- SYS DIVISION LEADER (grade A6);
- LOG DIVISION LEADER (grade A6);

The aggregated remuneration of key management personnel is disclosed within the table below.

<i>(In thousands EUR)</i>	December 31, 2023	December 31, 2022
Basic salaries	898	849
Allowances	140	123
Post-employment benefits	101	95
Employers' contribution to insurance	93	86
Total expenses key management	1,232	1,153

A salary adjustment of 6.1% is applicable as of January 1, 2023.

14 Representation allowances

As agreed upon by the Council decision PO(2013)0154 on June 1, 2013, a summary of the operations related to the representation allowances shall be disclosed within the FS.

The purposes of these representation allowances is to cover those expenses made for dinners, luncheons and receptions, which are hosted at the recipient's home or another venue to establish or maintain valuable relationships to NATO with designated high officials. Furthermore, the representation allowances may also support work or training-related team events. The representation allowances however, are not intended for hosting NATO staff.

During both current and prior year, 2023 and 2022 respectively, no representation allowance expenses have been made by NAHEMO.

NATO UNCLASSIFIED

15 Financial instruments disclosure

Management is aware of the risks associated with financial instruments and is bound by NAHEMO FRPs' to keep these risks very low. NAHEMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts and accounts receivable and payable.

NAHEMA is restricted from entering into borrowings and investments. NAHEMA's management has considered the following types of risks related to its financial assets and liabilities:

- **Foreign currency exchange risk:** NAHEMA is not exposed to foreign currency exchange risk because all contributions and payments are made in EURO;
- **Liquidity risk:** The liquidity risk is based on the assessment whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligation associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in payment represents the main liquidity risks. In the event that a shortage is foreseen in the funds available to meet payments, NAHEMA should warn the respective Nations as early as possible in accordance with Art. 28 of the NAHEMO FMPD-FRP;
- **Credit Risk:** There is a low credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. NAHEMA's management does not believe that its Nations credit positions will directly impact on their ability to meet NAHEMA's funding commitments. As described in [note 6](#) "Cash and cash equivalents", the cash held on current accounts does not contain any restrictions and is held at trustable European banks with an A-credit rating; and
- **Price Risk:** There is a low price risk for NAHEMA resulting from programme price increases as participating Nations are contractually bound to meet such price changes, and NAHEMA itself is not exposed to this price risk.

16 Bank guarantees

NAHEMA's building rental contracts include one bank guarantee ("cautionnement bancaire") with Credit Agricole Corporate and Investment Bank in favour of société ATLANTIQUE MURS REGIONS S.C.P.I. for 157 KEUR.

17 Events after reporting date

In Accordance with NAF (IPSAS 14), reporting entities are required to disclose any event, both favourable and unfavourable, which occurs between the reporting date and the date when the FS are authorized for issue.

There have been no events between reporting date and the date when the FS were authorized for issue that would have a material effect on the amounts recognized within the FS of 2023.

LIST OF ACRONYMS

AB	Administrative Budget
AB BES	Administrative Budget Execution Statement
AuC	Assets under Construction
BE	Budget Execution
BR	Budget Reconciliation
BY	Budget Year
CMoU	Community Memorandum of Understanding
CFW	Carry Forward
ECL	Expected credit loss
FS	Financial Statements
FTE	Full Time Equivalent
FY	Financial Year
FRPs	Financial Rules and Procedures
GBV	Gross Booking Value
IBAN	International Board of Auditors for NATO
ISS	Initial In-Service Support
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
ISS	In-Service Support
JEC	Joint Executive Committee
MoD	Ministry of Defence
MoF	Ministry of Finance
MoU	Memorandum of Understanding
NAE	Net Assets / Equity
NAHEMA	NATO Helicopter Management Agency
NAHEMO	NATO Helicopter for the 1990s Design and Development, Production and Logistics Management Organization
NAHEMO FRs	NAHEMO Financial Regulation
NAHEMO FRPs	NAHEMO Financial Rules and Procedures
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NFR	NATO Financial Regulations
NHI	NATO Helicopter Industries
NH90	NATO Helicopter for the 1990s
NSHP	Nordics Standard Helicopter Programme
OB	Operational Budget
OB BES	Operational Budget Execution Statement
P	Production
PI	Production Investment
PI-P	Production-Investment, Production
SC	Steering Committee
SoFPerf	Statement of Financial Performance
SoFPos	Statement of Financial Position
VAT	Value-Added Tax

NATIONS ABBREVIATIONS

AUS	Australia
BEL	Belgium
DEU	Germany
FIN	Finland
FRA	France
ITA	Italy
NLD	The Netherlands
NOR	Norway
NZL	New Zealand
SWE	Sweden